

Brennpunkt

septembre 17

Nr. 299

Drëtt Welt



DOSSIER SPÉCIAL ASTM-SOS FAIM
LES FAUSSES SOLUTIONS IMPOSÉES AUX AFRICAINS...
DÉVELOPPEMENT, INVESTISSEMENTS, MIGRATIONS:
ONG: DÉPOLITISATION DE LA RÉSISTANCE AU NÉOLIBÉRALISME?
INDE: LES RECYCLEURS DE DÉCHETS PÉNALISÉS
PAR UNE NOUVELLE RÉFORME FISCALE

astm
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

Nr. 299
septembre 2017



Édité par
Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
e-mail: bpn@astm.lu
web: www.astm.lu

Couverture
IRIN news

Responsable de la rédaction
Antoniya Argirova
Dossier spécial réalisé en collaboration avec Marine Lefèbvre

Ont participé à ce numéro
Sena Afeto, Jean Feyder, Serge Kollwelter, Inoussa Maïga, Nathalie Oberweis, Edouard Sango, Julie Smit, Moussa Tchangari, H.B. Tchernov, Raymond Weber, Rainer Werning

Layout
Antoniya Argirova

Impression
CA-Press Esch/Alzette.

Abonnements
Jeanny Peffer
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.peffer@astm.lu

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC : CCPLLULL) avec mention « abo bp3w » en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros. Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 5 fois par an. Tirage: 1100 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck
La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.
Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Éditorial 3

Dossier "Développement, investissements, migrations: les fausses solutions imposées aux Africains..."

En collaboration avec



Bilan du G20: Le secteur privé, partenaire miracle pour l'Afrique? 4
Accaparement des terres: Sur les rives nigériennes du lac Tchad, une société saoudienne trouble le sommeil des paysans 7
Burkina Faso: La NASAN, l'échec imminent 9
L'Europe: Terre de refuge des Africains? 11
Pourparlers de Paris sur la migration: Un peu d'argent et la matraque pour garder les étrangers à distance 14
Soutenir les économies africaines ou réduire l'immigration? 19

International

ONG. Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme? Points de vue du Sud 22
VIIe Conférence Internationale de la Via Campesina 25
"Antiimperialist" von Washingtons Gnaden 27

Nouvelles des partenaires

Inde: Les recycleurs de déchets pénalisés par une nouvelle réforme fiscale 28

Luxembourg

Photoreportage: Visite de Mazin Qumsiyeh au Luxembourg 30
Dénonciation du nouveau Consensus européen pour le développement par quatre ONG luxembourgeoises 33
En bref 34

04



Dossier

Bilan du G20: Le secteur privé, partenaire miracle pour l'Afrique?

12



Migration

Pourparlers de Paris sur la migration: Un peu d'argent et la matraque pour garder les étrangers à distance?

22



ONG

Dépolitisation de la résistance?

28



Inde

Les recycleurs de déchets pénalisés par une nouvelle réforme fiscale

Le Brennpunkt Drëtt Welt est une revue luxembourgeoise, éditée par l'Action Solidarité Tiers Monde.

► www.astm.lu

Développement, investissements, migrations : les fausses solutions imposées aux Africains...

Une fois n'est pas coutume, cet été le continent africain fut au centre des préoccupations des dirigeants mondiaux. A la recherche de solutions pour soutenir l'économie africaine et plus encore pour arrêter les migrations vers l'Europe, les tout-puissants s'entendent autour d'un leitmotiv : encourager les investissements privés dans les pays africains en guise d'aide au développement.

Cette idée ne date pas d'hier et pourtant, l'Afrique reste durement touchée par l'extrême pauvreté qui pousse des milliers de personnes sur les chemins périlleux de la migration clandestine.

Sans compter que, dans les pays industrialisés, les politiques de coopération voient de plus en plus leurs principes dévoyés par des préoccupations électoralistes qui tendent à motiver leur programme d'aide au développement par l'arrêt des migrations aux portes de l'Europe, comme le déplorent certains articles à lire dans ce numéro.

Ce que l'on oublie trop facilement c'est que d'exportatrice nette au moment des indépendances, l'Afrique est devenue importatrice nette de denrées agricoles suite aux politiques d'ajustement structurels et au retrait des financements publics consécutifs à ces politiques dictées de l'extérieur.

Privés de ressources publiques, les Etats africains ont été encouragés par la Banque mondiale à se tourner vers des partenariats entre pouvoirs publics et entreprises privées. Présentés comme des solutions miracles pour l'agriculture africaine, ces partenariats suscitent un nombre croissant d'initiatives lancées par les pays du G20 : de Grow Africa, à la NASAN en passant par le plan Marschall pour l'Afrique.

Qu'on ne s'y trompe pas : plusieurs années de recul prouvent que cette solution « entrepreneuriale » n'est en aucun cas adaptée à la réalité paysanne de l'Afrique subsaharienne où l'agriculture paysanne familiale représente 70% de l'emploi, 40% des exportations de marchandises, 33% du PIB, tout en nourrissant 80% de la population. Alors qu'un certain nombre d'exemples ont mis en lumière ces échecs, la CnuCED a souligné le « nécessaire équilibre entre l'investissement public et privé pour créer une dynamique d'accélération, et estime que l'investissement public devrait se situer entre 8% et 11% du PIB pour contribuer réellement et durablement à la croissance ».

C'est l'investissement public qui doit rester à la manœuvre pour que le continent africain accède à la souveraineté alimentaire et nourrisse sa population, et les multiples montages favorisant la prise d'intérêts privés pour dissimuler le retrait progressif des investissements publics ne fera que mettre davantage

en évidence l'échec de solutions inadaptées aux populations cibles. Le rôle de leadership de l'Etat a par ailleurs été affirmé à plusieurs reprises par Madame Hadizatou Rosine Coulibaly/Sory, ministre de l'Économie, des Finances et du Développement du Burkina Faso lors des Assises de la coopération qui se sont tenues il y a quelques jours sur le thème des partenariats multi-acteurs.

Malheureusement, malgré ses affirmations en faveur d'une meilleure cohérence des politiques pour le développement, Luxembourg, à travers sa place financière, se fait également complice de fonds qui instrumentalisent la lutte contre la faim aux seuls profits de leurs investisseurs, comme l'a révélé l'enquête diffusée en Allemagne par l'émission Monitor de la chaîne ARD : si l'« Africa Agriculture and Trade Investment Fund » (AATIF) initié par le Ministère allemand de la Coopération avec 75 millions d'euros et géré par la Deutsche Bank est hébergé au Luxembourg, c'est que la législation allemande n'offrait pas les mêmes possibilités.

En affichant comme objectif officiel « d'utiliser le potentiel agricole africain pour lutter contre l'extrême pauvreté, créer des emplois et augmenter les revenus des paysans et des travailleurs », ce fonds est loin de porter les fruits annoncés et contribue plutôt à chasser les petits paysans de leur terres et à les priver de ressources sans leur offrir d'emplois, comme l'a dénoncé Justin Turpel dans son article révélateur paru dans le Woxx début août.

Le temps est donc venu de s'interroger de l'intérieur sur cette place financière par laquelle le Luxembourg sape les efforts réalisés par sa politique de coopération au développement.

Sur ce thème comme sur bien d'autres, la sortie de la troisième édition du Fair Politics, réalisé par le Cercle en collaboration avec les ONG membres, éclaire sur les manquements politiques d'un Etat qui se vante par ailleurs d'être parmi les tous premiers pays à attirer les investissements étrangers, notamment grâce aux poids lourds (Amazon, ArcelorMittal, BGL, etc...) qui y ont élu domicile...

Richard Graf, président de l'ASTM
Thierry Defense, directeur de SOS Faim

Bilan du G20: Le secteur privé, partenaire miracle pour l'Afrique?

Les 7 et 8 juillet dernier, s'est tenu à Hambourg le Sommet du G20, qui a réuni les 19 principaux États industriels et émergents du monde ainsi que l'Union européenne (UE). Son leitmotiv, passablement ambitieux a été « *Shaping an Interconnected World* » - créer un monde interconnecté.

Jean Feyder

Le plan « Compact with Africa »

Peu de discussions de fond ont eu lieu sur l'Afrique alors qu'un seul pays africain fait partie du G20, l'Afrique du Sud. Le communiqué du G20 annonce pourtant la création d'un « partenariat du G20 avec l'Afrique ». Parmi les textes adoptés le communiqué signale le « Compact with Africa » (CWA) qui avait été préparé par les Ministres des Finances en décembre 2016 sous la Présidence de Wolfgang Schäuble. Il reflète les intérêts des pays industrialisés et des investisseurs soucieux d'arrêter les migrations et d'assurer des rendements fructueux en Afrique. Il s'agit du financement de grands projets d'infrastructure grâce à la mobilisation de capitaux privés en assurant des rendements intéressants - entre 4 et 5 % - et sûrs à des investisseurs comme des fonds de pension et des assurances-vie. Il est estimé que chaque année des investissements de l'ordre de 100 milliards de dollars seraient nécessaires pour mettre l'Afrique au même niveau que les pays du Sud-Est asiatique. Et cela dans des secteurs comme l'électricité, les routes, les ports, les aéroports et le transport urbain. Le cadre macro-économique est marqué par le Consensus de Washington : discipline fiscale, libre circulation des capitaux, privatisations et dérégulation. On n'y trouve aucun lien avec le développement de l'industrie ou de l'agriculture.

Autre faiblesse, ce programme ne fait aucune différenciation entre pays africains et n'est pas lié non plus à des concepts africains qui prévoient la création d'emplois par la promotion d'une économie dans la chaîne de valeurs. Les investissements proposés n'ont guère été discutés et préparés avec les gouvernements concernés. Ils risquent de conduire à l'expulsion de paysans et de populations indigènes nullement consultés au préalable et de porter atteinte à l'environnement.

Le Sommet du G20 a également été l'occasion d'adopter un « Plan Marshall avec l'Afrique » qui, lui, a été préparé par le Ministre allemand de la coopération Müller. Une conférence du « G20-Africa Partnership » a eu lieu les 12 et 13 juin 2017 à Berlin pour préparer ce plan Marshall. Dans un article intitulé « le

grand malentendu » l'hebdomadaire allemand Der Spiegel pose, à propos de ce plan destiné à trouver une solution aux problèmes de la migration, de la faim et de la pauvreté en Afrique, la question si c'est l'argent qui est la solution à ces problèmes.

Le plan Marshall pour l'Afrique

C'est à l'occasion de cette même Conférence que plusieurs ONG françaises - Action contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France - ont publié un rapport intitulé « Agriculture africaine : l'impasse des pôles de croissance agricoles » qui illustre les dynamiques de l'investissement agricole en cours en Afrique. Présentées comme des solutions miracles pour lutter contre la faim, ces partenariats entre pouvoirs



Photo de groupe lors du Sommet du G20 à Hambourg, Creative Commons

publics et entreprises ne semblent en réalité qu'aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Selon ce rapport, ces « pôles de croissance » se font au détriment des agriculteurs familiaux locaux. De larges zones agricoles sont exploitées par des entreprises privées qui bénéficient de réductions fiscales ou d'exonérations douanières. Une concurrence déloyale entre multinationales et petits exploitants est ainsi créée. Les ressources des États africains et leurs capacités à investir eux-mêmes dans l'agriculture et à nourrir leurs populations sont réduites sensiblement. Parallèlement, les agriculteurs qui exploitent les terres concernées sont bien souvent contraints de partir sans indemnisation adéquate ou de travailler pour des salaires de misère.

Ces ONG rappellent que l'agriculture paysanne familiale en Afrique subsaharienne représente 70% de l'emploi, 40% des exportations de marchandises, 33% du PIB et qu'elle nourrit 80% de la population. La multiplication de ces pôles met en danger l'autonomie alimentaire des populations locales.

À l'instar des organisations paysannes africaines, elles demandent l'arrêt de tout appui au développement de ces « pôles de croissance » agricoles. Elles appellent à appuyer les petits producteurs, afin de répondre véritablement aux défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du continent.

Les initiatives concernant l'Afrique lancées à l'occasion du Sommet du G20 à Hambourg ne font que confirmer une tendance lourde de ces dernières années de la part des pays industrialisés et des grandes banques de développement. Pour faire face aux défis des pays en développement et notamment africains, des investissements majeurs sont requis. Mais à la suite de la crise financière internationale de 2008, les gouvernements se sont fortement endettés et s'estiment de moins en moins en mesure de mettre à disposition les ressources financières requises. D'où la nécessité pour eux d'associer le



"La faim, un business comme un autre"

secteur privé et les multinationales à ces efforts de financement. C'est ainsi qu'est né le concept des partenariats publics-privés. Les investissements des entreprises sont considérés comme un instrument utile pour lutter contre la faim et la pauvreté. Il n'est donc pas surprenant que l'Agenda sur les Objectifs de Développement Durable mentionne ce concept à son objectif 17.

Le précédent de la « Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et l'Alimentation »

Je rappelle que déjà en 2012, le Président Obama avait proclamé, lors du Sommet du G8 à Camp David, la « Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et l'Alimentation », (NASAN) appelée à encourager des investissements pour l'agriculture en Afrique grâce à un partenariat avec le secteur privé.

D'ici 2022, elle devrait sauver au total 50 millions de personnes de la pauvreté en Afrique subsaharienne grâce à des investissements privés dans

l'agriculture. Des accords de partenariat ont été conclus jusqu'à présent avec dix pays africains dont le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal.

Dès le lancement de cette initiative la question a été posée comment des entreprises si grandes, le plus souvent multinationales, voudraient et pourraient appuyer le développement de petites entreprises familiales ? D'autant plus que les petits paysans, qui devraient, en fait, profiter de cette initiative, n'y sont pas impliqués.

Je rappelle l'étude très critique qu'a réalisée sur cette Nouvelle Alliance Terra Nuova, une ONG italienne, et le Transnational Institute, un centre d'études établi à Amsterdam. Cette étude a, en particulier, mis en évidence la fausse rhétorique de ce partenariat qui prétend vouloir éliminer l'insécurité alimentaire alors qu'en réalité des ressources communautaires dont dépend la population rurale sont alors privatisées. Elle décrit également les menaces qu'il fait peser sur les petits paysans. Des organisations paysannes, comme le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), ont clairement pris position contre cette soi-disant « révolution verte », soutenue par les pays du G8 et par AGRA (Alliance pour une Révolution Verte en Afrique).

L'inefficacité de NASAN a une nouvelle fois été mise en évidence par une étude que la France a souhaité réaliser, en tant que chef de file des pays membres du G8 pour le Burkina Faso. Elle a été conduite par le Cirad entre mars et juin 2017 sur la base d'une revue documentaire, d'entretiens avec les acteurs et d'une mission à Bagré. Elle montre que la NASAN n'a globalement pas tenu ses promesses. Parmi « les raisons d'un échec annoncé » le rapport cite une initiative avant tout politique, une communication générant malentendus et de faux espoirs, un manque d'appropriation et de leadership et les limites du suivi des engagements. Le rapport relève aussi les tensions créées

Le fonds AATIF: un service désastreux qu'offre le Luxembourg à travers sa place financière pour lutter contre la faim et la pauvreté en Afrique.

sur le foncier et une accentuation de la tendance à la sortie de l'agriculture familiale. Il note de même un changement des pratiques alimentaires induit par ce projet et une évolution du « vivre de ce qu'on produit » à « tout acheter ce qu'on mange ».

La faiblesse structurelle des partenariats publics-privés

A la même époque que la NASAN a été lancé en Allemagne le « German Food Partnership » dont la logique est sensiblement identique. Sous le titre « Les grandes entreprises comme sauveurs » Valentin Thurn et Caroline Nokel ont montré dans un documentaire diffusé le 9 mai 2017 par ARTE comment fonctionnent des partenariats publics-privés sur base d'exemples au Kenya, en Zambie et en Tanzanie et comment le Ministère allemand du développement s'appuie, de manière croissante, sur le secteur privé. Lui seul, y affirme-t-on, serait en mesure de lutter, de manière efficiente, contre la faim et la pauvreté. Le film montre que les plus pauvres n'en profitent pourtant pas et comment des aides publiques au développement sont détournées au profit de l'industrie. Il met en évidence le conflit fondamental entre une agriculture industrielle et une agriculture paysanne.

La critique majeure et plus fondamentale qu'il convient d'adresser à toutes ces initiatives pour l'Afrique est que, si elles ne les renforcent pas, elles ne mettent nullement en cause les politiques néolibérales mises en place depuis des décennies et imposées aux Africains y compris les programmes d'ajustements structurels et les accords de libre-échange bilatéraux dont les Accords de partenariat économique conclus entre l'UE et les Etats africains. Un changement de paradigme

économique et commercial me paraît indispensable pour établir les conditions nécessaires à la création d'emplois tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Il s'agit d'une protection des marchés similaire à celle que les Européens ont pratiquée durant de longues périodes au cours de leur histoire et qu'ils continuent de pratiquer pour leurs produits agricoles sensibles et que des pays asiatiques comme la Chine, la Corée du Sud et Taïwan ont réalisée, posant ainsi les bases pour leur essor économique.

C'est ce que demande également l'article du Spiegel cité ci-avant au sujet du Plan Marshall pour l'Afrique lorsqu'il affirme: « Ce qui serait nécessaire seraient des accords de commerce et donc des accords qui bénéficieraient à des entreprises africaines et non pas à des producteurs de produits alimentaires européens. ... Et Bruxelles devrait renoncer à appuyer des bateaux de pêche et de grands exploitants agricoles avec des subventions généreuses. Car ceux-ci veillent à inonder l'Afrique de lait en poudre, de concentré de tomates et de viandes à bon marché et que les poissons sont capturés au large des côtes africaines ».

La complicité du Luxembourg

Lors de l'émission Monitor du premier programme de télévision allemand ARD du 6 juillet dernier a été examiné un exemple d'application du plan Marshall et du partenariat public-privé. Y ont été montrées les implications du « Africa Agriculture and Trade Investment Fund » (AATIF) que finance le Ministère allemand de la Coopération avec 75 millions d'euros et que gère la Deutsche Bank. Ce fonds a comme objectif officiel d'utiliser le potentiel agricole africain pour lutter contre la pauvreté, créer des emplois et

augmenter les revenus des paysans et des travailleurs.

Le documentaire a toutefois montré une autre réalité : En Zambie, le projet Agrovision doté de 10 millions d'euros est développé sur une immense surface. S'appuyant sur une irrigation abondante, il sert à la production de maïs, de blé et de soya dont le gros est destiné à l'exportation. Un gérant vante les avantages d'un projet qui arrive à réduire le nombre de salariés et la part salariale au strict minimum. En même temps des habitants locaux se plaignent amèrement des conditions de travail. Plus grave encore, la perte de leurs terres cultivables ne leur permet plus de nourrir les enfants. « Ce qui intéresse de tels fonds, c'est uniquement le profit », commente Jane Nalunga du centre de recherche africain SEATINI, « pour l'Afrique cela se traduira par une catastrophe ».

La structure du fonds est telle que les profits sont en premier lieu privatisés alors que les risques sont essentiellement assumés par l'Etat. L'Allemagne n'offrant pas le cadre pour établir un tel fonds, il a été créé au Luxembourg sous forme d'une SA et plus particulièrement d'une Société d'Investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé (« SICAV- SIF ») sur initiative de la Deutsche Bank et de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) au nom du Ministère fédéral allemand de la Coopération. Un service désastreux qu'offre le Luxembourg à travers sa place financière pour lutter contre la faim et la pauvreté en Afrique.

Jean Feyder, Membre de SOS Faim et de l'ASTM

Moussa Tchangari

du lac Tchad (la totalité des superficies exploitables de la zone est estimée à 265 000 hectares)² ; et ensuite, du fait que le Conseil régional et la société saoudienne n'envisagent aucune transaction visant à prendre en compte les droits fonciers des habitants de la zone d'implantation du projet, alors même que ces droits sont garantis et protégés par divers instruments juridiques. C'est le lieu de souligner que les terres promises à la société Al Horaish ne sont pas des terres vacantes ; elles constituent au contraire

Les communautés de la région de Diffa sont inquiètes



Photo: Moussa Tchangari

la principale zone de concentration de la population autochtone de la région de Diffa.

Un enjeu existentiel pour les populations locales

En outre, il importe de noter que la partie nigérienne du lac Tchad et la vallée de la Komadougou Yobé constituaient, avant l'avènement de l'insurrection armée de Boko Haram et le déplacement forcé des populations, les principales zones de production agricole, d'élevage et de pêche de la région de Diffa. Elles constituaient également « une zone de refuge climatique attirant des milliers de migrants saisonniers et temporaires venant de l'arrière-pays ou d'autres pays sahéliens ». C'est d'ailleurs ce que soulignent une étude réalisée par des experts de l'IRD, qui notent d'une part que « l'exploitation des énormes potentialités dont regorge cette zone assure aux populations locales un bon niveau de sécurité alimentaire », et d'autre part que « les systèmes de

production développés par ces populations sont performants, extrêmement innovants et adaptés à la variabilité environnementale grâce à la mobilité, la diversification des activités et la multifonctionnalité de l'espace ».

L'ambiguïté des autorités nigériennes

Dès lors, il n'est pas difficile de saisir tout l'enjeu que pourrait représenter aux yeux des populations locales, la concession de ces terres à une société privée étrangère, dont

le projet est de développer l'agrobusiness. Pourtant, en dépit des vives critiques suscitées par ce projet d'accaparement des terres dont les retombées financières sont d'ailleurs pratiquement nulles pour l'État, les autorités nigériennes ne semblent pas vouloir y renoncer clairement. Interpellé en février 2017 sur le sort réservé par le gouvernement à ce projet, le Premier ministre nigérien, M. Brigi Raffini, s'est contenté de cette réponse édifiante : « ce projet est une initiative des élus régionaux de Diffa sous la forme d'un partenariat public-privé entre la collectivité et l'opérateur saoudien. Toutefois, le gouvernement n'accordera sa non-objection que si le projet remplit les conditions légales, s'inscrit dans la politique de développement durable du pays, recueille l'adhésion des populations et enfin après le retour de la paix dans la région ».

Sur la foi de ce message, on peut se réjouir de constater que le projet de la société Al Horaish n'a pas encore reçu l'avis de non-objection du gouvernement; mais, il faut aussi noter que le chef du gouvernement ne ferme pas totalement la porte à la signature d'un contrat avec elle. En avril 2017, la crainte de voir les auto-

rités nigériennes accéder à la demande de la société Al Horaish a gagné les élus nationaux de la région de Diffa, suite à l'introduction par le gouvernement au parlement d'un projet de loi portant bail emphytéotique. Concocté par le Ministre d'État, ministre de l'agriculture et de l'élevage, M. Albadé Abouba, ce texte de loi est censé officiellement « répondre aux besoins réels du moment et jeter par là même les jalons d'une réglementation complémentaire » à la législation existante. Les élus nationaux de la région de Diffa, voyant par-là plutôt une manifestation de la volonté du gouvernement de débayer le terrain pour les investisseurs étrangers intéressés par le foncier, notamment la société Al Horaish, ont préféré boycotter la session du parlement consacrée à l'adoption de ce texte. Un geste salué par leurs électeurs dans la région, mais aussi un encouragement pour l'association Alternative Espaces Citoyens qui, depuis deux ans, s'efforce de mobiliser l'opinion contre ce vaste projet d'accaparement de terres.

¹ Alternative Espaces Citoyens, Convoitises foncières dans le bassin du lac Tchad au Niger, rapport de l'Observatoire du droit à l'alimentation, Décembre 2016.

² Données confirmées également par un rapport d'expertise collégiale publiée de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), « Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles », sous la direction de Jacques Lemoalle et Géraud Magrin, IRD Éditions, collection expertise collégiale, Marseille 2014

Plus d'informations:
www.alternativeniger.net

Moussa Tchangari, secrétaire général d'Alternative Espaces Citoyens

Burkina Faso : La NASAN, l'échec imminent

Imaginée par les pays du G8 en 2012, la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) est une initiative dont l'ambition était d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en aidant quelques 50 millions de personnes en Afrique sub-saharienne, dont 1 600 000 personnes au Burkina Faso, à sortir de la pauvreté d'ici 2022. A mi-parcours, la NASAN s'essouffle et croule sous le poids de ses nombreuses malformations congénitales.

Inoussa Maïga et Edouard Sango

Sur le papier, la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) avait fait rêver bien de personnes au Burkina Faso, tant du côté de l'Etat, du secteur privé, que de la société civile. La NASAN est une « initiative née des pays dits riches avec leurs partenaires dans l'optique d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la mobilisation de capitaux privés », rappelle Dr Amadou Sidibé, Secrétaire Permanent de la Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles (SP/CPSA). Dès 2012, le Burkina Faso a été sélectionné pour faire partie

de la dizaine de pays pilotes. « Nous avons élaboré un document cadre de collaboration en 2012 entre l'Etat, les partenaires techniques et financiers des pays du G8 et le secteur privé national », explique Dr Sidibé dont la structure est chargée de coordonner et d'harmoniser les interventions dans le secteur agricole à l'échelle du pays. Cela s'est traduit par une série d'engagements pris par les différents acteurs. « Au niveau de l'Etat, les engagements étaient, entre autres, d'assurer un climat sécurisant d'investissement, de restaurer ou développer des périmètres irrigués, de faciliter l'accès aux intrants. Au niveau du privé, l'engagement était qu'ils allaient améliorer et intensifier leurs investis-

sements dans le secteur agricole. Au niveau des partenaires techniques et financiers, l'engagement était d'aider à financer les investissements du secteur privé », résume Dr Sidibé.

L'espoir trahi

Après cinq ans, l'initiative aux montages ambitieux n'a finalement accouché que d'une souris, au grand désarroi de nombreux acteurs. « A l'heure actuelle, je peux vous dire que la NASAN n'a tenu aucune promesse. En effet, les capitaux attendus pour investir dans le secteur agricole de la part du secteur privé ne sont pas parvenus. Dans ce sens, les objectifs assignés pour le Burkina Faso ne seront pas atteints », déclare sans détours Issaka Ouanadaogo, responsable plaidoyer chez Oxfam au Burkina Faso, qui a suivi de près l'évolution de cette initiative. « On ne peut pas dire que ça ait tenu ses promesses puisque l'objectif, qui était de faire de telle sorte que l'impact du secteur privé sur le développement agricole soit à son maximum, n'est pas atteint », précise Dr Amadou Sidibé du SP / CPSA. « Ce que la NASAN a apporté ne va pas au-delà du fait qu'elle nous ait permis de mieux percevoir les possibilités que le secteur privé pourrait apporter dans le développement de l'agriculture », ajoute-il. Pourtant, sur le papier la NASAN semblait tenir la route, selon Yacouba Kanazoé, ancien secrétaire permanent de la Confédération Paysanne du Faso (CPF) entre 2014 et juillet 2017.



Photo: Inoussa Maïga

Les petits producteurs n'ont pas été impliqués dans la NASAN.

« Quand nous avons pris connaissance du document, en termes d'objectifs et de proposition de développement, pour nous, c'était pertinent et devait nous amener à réduire considérablement la pauvreté et l'insécurité alimentaire. On avait fondé beaucoup d'espoir sur cette initiative », dit-il. A l'heure du bilan, Yacouba Kanazoe peine à cacher sa déception. « En termes d'atteinte des objectifs, on est vraiment passé à côté. Et en termes d'appropriation même de l'initiative, c'est quasiment nul, tant au niveau de l'Etat qu'au niveau des acteurs du privé qui devaient donner une certaine impulsion à cette initiative pour permettre d'atteindre les objectifs. Même au niveau des bailleurs de fonds, on n'a pas senti un engouement autour de la NASAN », ajoute-il.

Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

On peut alors légitimement se demander ce qui n'a pas marché ? Deux raisons sont principalement évoquées. La première raison a été l'exclusion d'office des petits exploitants dans le processus. Pour Dr Sidibé, dès le départ, la NASAN dont toute l'action reposait sur la mobilisation du secteur privé pour accroître les investissements dans le secteur agricole, n'a pas su bien cadrer le concept même de « secteur privé ». « Qu'est-ce qu'on met dans « secteur privé » ? A mon sens, on devrait pouvoir cadrer le concept de privé, l'élargir jusqu'aux petits exploitants. Mais on a eu l'impression que ce sont quelques grandes entreprises qu'on a identifiées et avec qui on a discuté », argue-t-il. Le Partenariat Grow Africa, qui assure les relations avec le secteur privé pour la NASAN, a identifié une dizaine d'entreprises agroalimentaire burkinabé. Ces entreprises ont monté des plans d'investissements de plusieurs milliards de francs CFA, s'attendant à des financements des partenaires techniques et financiers engagés dans la NASAN pour réaliser leurs investissements. « Au niveau du secteur privé, les

Pour Dr Sidibé, dès le départ, la NASAN dont toute l'action reposait sur la mobilisation du secteur privé pour accroître les investissements dans le secteur agricole, n'a pas su bien cadrer le concept même de « secteur privé ». « Qu'est-ce qu'on met dans « secteur privé ? »

acteurs ont compris que des partenaires techniques et financiers devaient venir pour eux spécialement, pour financer leurs activités. Alors qu'en réalité, ils devaient aller chercher eux-mêmes les fonds. Au niveau de l'Etat, on s'est cantonné à prendre des politiques, des actions qui existent déjà pour les inscrire dans le cadre de la NASAN », explique Dr Amadou Sidibé. « Au niveau des bailleurs de fonds, il n'y a pas eu d'apport des ressources additionnelles, la plupart ont mentionné dans le cadre de la NASAN, des ressources déjà engagées au titre de la coopération pour des projets de développement » souligne M. Ouandaogo. « A tous les niveaux on ne s'est pas compris », déclare Dr Sidibé Amadou qui y voit la seconde raison principale de l'échec de la NASAN au Burkina Faso.

Une étude d'évaluation commanditée par l'Agence Française de Développement et conduite par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a conclu qu'en majeure partie les engagements pris par les différentes parties prenantes n'ont pas été respectés ou sont restés limités. L'étude a également mis en exergue des problèmes de « communication générant malen-

tendus et faux espoirs ». « Apparemment il y a eu beaucoup plus de tapage que de réalisations », dit Yacouba Kanazoe, non sans regret.

Faut-il y voir alors la mort de la NASAN cinq ans avant sa date butoir ? « Pour moi, il n'est pas question d'enterrer la NASAN, mais plutôt revoir avec les différentes parties prenantes comment la réorienter, bien définir les rôles et les responsabilités des acteurs, le pilotage. Ce sont des questions qui nécessitent qu'on les pose sur la table pour les discuter avec l'ensemble des acteurs », soutient Yacouba Kanazoe. « J'ai l'impression qu'on a mis la NASAN en veilleuse », conclut Dr Amadou Sidibé, moins optimiste quant à l'avenir de la NASAN.

Inoussa Maïga & Edouard Sango

L'Europe : Terre de refuge des Africains?

Au départ de la Grèce, la route des Balkans était la principale voie d'entrée des migrants « syriens, irakiens et afghans » vers l'Europe en 2015/ 2016. L'accord UE - Turquie a contribué à fermer cette route et à endiguer les départs du Moyen Orient vers l'Union européenne. Le passage de la Libye vers l'Italie aura connu une « vague » africaine en 2017 avec plus de 100 000 passages «réussis » sans oublier les milliers de naufragés. En fait cette traversée de la Méditerranée centrale ne date pas de 2017, mais est (heureusement) omniprésente dans les medias!

Serge Kollwelter

Dans la présente contribution, nous allons nous concentrer sur quelques aspects de la « dimension africaine » de ces migrations récentes. Si les images des embarcations de fortune (sur-)chargées d'Africains pénètrent dans nos salons par le biais de la télé, force est de constater que les migrations intra-africaines sont nettement plus élevées que celles d'Afrique vers l'Europe, mais moins médiatisées. Le 14 juin 2017 le président ivoirien Alassane Ouattara l'a fait remarquer aux parlementaires européens à Strasbourg. Son pays accueille 5,5 millions d'immigrés issus de la région et devenus acteurs économiques de la Côte d'Ivoire qui a une population totale de 25 millions. Écoutons Ouattara:

« Les transferts de cette diaspora africaine vers leurs pays d'origine représentent chaque année près de 1% du PIB de la Côte d'Ivoire ».

La Côte d'Ivoire est un des quatre pôles africains d'attraction vers lequel convergent des migrants des pays voisins, les autres étant le Nigeria, le Sénégal et l'Afrique du Sud.

Comme le montre le schéma, les migrants subsahariens se tournent peu vers l'Europe. Ainsi 70 % des émigrés ouest-africains restent en Afrique. 61 % d'entre eux privilégient les pays de la sous-région alors que 15 % seulement se dirigent vers l'Europe et 6 % vers l'Amérique du Nord.

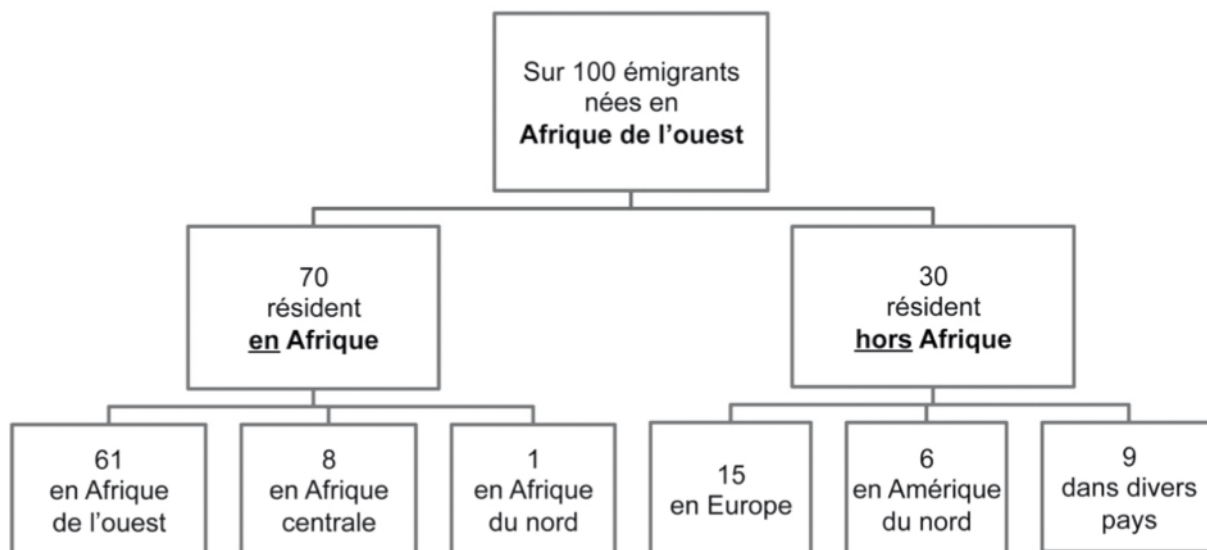
Le même constat vaut pour une «catégorie particulière » de migrants : les réfugiés. Une fois encore ce sont les Etats voisins qui accueillent pour l'essentiel ces

exilés.

Ceci dit, de nombreux autres Africains cherchent à rejoindre l'Europe. Cette immigration africaine est mixte, composée de réfugiés éligibles au droit d'asile (Érythréens, Soudanais, Éthiopiens), mais aussi de migrants économiques, notamment originaires de l'Afrique de l'Ouest.

Réfugiés environnementaux

Selon l'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), entre 2008 et 2014, une moyenne annuelle d'environ 25 millions de personnes sont déplacées chaque année pour cause de catastrophes naturelles, dont plus de 80 % le sont en raison d'événements hydro-climatiques (tempêtes, inondations, érosion des côtes, etc.). « La part attribuable au changement



Tribune d'Afrique, 15/06/2017

climatique dans ces migrations ne peut à l'heure actuelle pas être évaluée », rappelle toutefois François Gemenne, chercheur en sciences politiques et spécialiste des migrations.

Dans les années à venir, le changement climatique conduira à une dégradation des terres et à une raréfaction des ressources en eau. Les terres agricoles disponibles pourraient diminuer fortement d'ici à 2050, quand l'écart entre les besoins en eau et les ressources disponibles pourrait atteindre 40 % dans les deux prochaines décennies. « Quand il ne reste plus rien, les personnes désespérées cherchent une autre voie, observe Monique Barbut. La migration est la plus évidente. » Et de souligner : « D'ici à 2020, 60 millions de personnes pourraient migrer des parties dégradées de l'Afrique sub-saharienne vers l'Afrique du Nord et l'Europe. »

Démographie

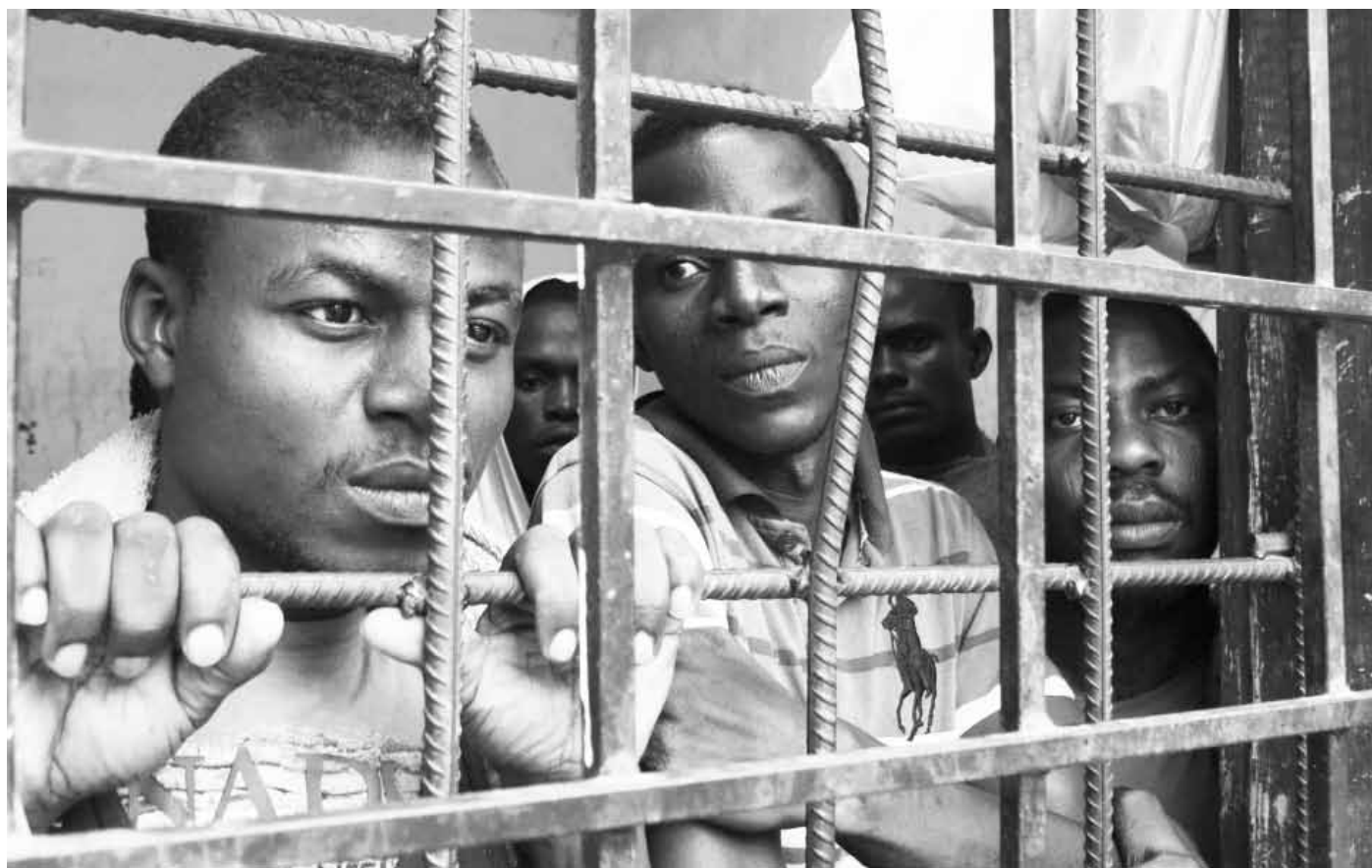
Selon Nathalie Bougnoux et Rohen d'Aiglepierre de l'Agence française de développement (AFD) le différentiel de croissance démographique entre les régions du globe représente un défi structurel majeur. La population d'Afrique subsaharienne est aujourd'hui celle qui augmente le plus rapidement au monde et la région représentera un tiers des jeunes de 15 à 24 ans d'ici 2050.

A l'opposé, les pays de l'OCDE ont une population qui diminue et vieillit. Il y a donc, d'une part, un besoin croissant de main-d'œuvre dans les économies développées et, d'autre part, un sous-emploi croissant des jeunes qui est déjà une problématique prioritaire pour l'Afrique subsaharienne.

Ces évolutions risquent donc de

changer la nature du débat dans une Europe secouée par des mouvements populistes, où le droit d'asile reste ancré comme droit fondamental, tandis que l'immigration économique est beaucoup plus contestée. Plus ce flux augmentera, plus certains Etats européens renâcleront à reconnaître l'éligibilité des ressortissants de certains pays à l'asile. L'accord entre l'UE et l'Afghanistan tendant à déclarer ce pays comme sûr en est une illustration: le gouvernement afghan doit accueillir ses citoyens déboutés du droit d'asile et ce contre monnaie sonnante, entendez des milliards d'euros de la part de l'UE !

Dès lors, serait-ce malgré tout possible ou utile de mettre en place des corridors sécurisés pour les réfugiés et des programmes de migration, bref des voies légales?



Centre de détention en Libye

Photo: Tom Westcott/IRIN

Une voie légale ... étroite

Prenons l'exemple du Cap Vert, un des principaux partenaires de la Coopération au Développement du Grand Duché et depuis longtemps « fournisseur de main d'œuvre » et ce sans accord en la matière entre ces deux Etats. Un premier pas vient d'être franchi (enfin!) puisque la Chambre des Députés a approuvé le 27 juin 2017 « l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire ».

Cet accord facilite e.a. l'octroi de visas de court séjour et la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

La Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg et l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés saluent cet accord tout en soulignant ses limites: d'un côté des visas à entrée multiple pour les seules personnes « hautement qualifiées » et des échanges de jeunes, de l'autre rien pour les travailleurs non - qualifiés.

Ces émigrés africains qui aident l'Afrique

Les transferts d'économies (remitances) des émigrés africains vers leur pays d'origine ont connu une progression de 3,4% en 2015 pour atteindre 31,2 milliards d'euros, selon un rapport de la Banque mondiale.

Les envois vers l'Afrique ont progressé en 2015, alors que ces envois ont diminué au niveau mondial.

Cependant, les transferts des migrants africains ne représentent que 6% du montant global des transferts mondiaux des migrants, dont le volume global est évalué à 581,6 milliards de dollars.

Selon la Banque Mondiale, cette faible proportion des transferts d'argent de migrants africains s'expliquerait par le coût élevé des opérations, qui représente encore en moyenne 9,5% des montants transférés, même si celui-ci a diminué par rapport à 2014 (11,4%).

Rappelons que les chefs d'Etat de

l'Union Africaine et de l'Union européenne réunis en sommet le 12 novembre 2015 à La Valetta avaient retenu dans leur programme d'action: « 1.2. (...) D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %. Et recenser les couloirs de transfert de fonds pour lesquels les partenaires s'engagent à réduire de manière significative les coûts d'ici à 2020, de l'Europe vers l'Afrique et en Afrique, conformément à la législation nationale en vigueur. » Rien n'a bougé encore!

Trust fund et G20

Suite à La Valetta, un Fonds de près de 2 Milliards d'euros a été annoncé pour l'Afrique par l'UE. Le Luxembourg participe aux efforts financiers de ce Trust Fund.

Le G20 de Hambourg s'est, pour la première fois, engagé à soutenir l'économie africaine, dans le but de réduire l'immigration, sans se montrer pleinement à la hauteur des promesses d'Angela Merkel, ni des attentes des ONG.

« Nous sommes prêts à aider les pays africains intéressés » et « encourageons le secteur privé à saisir les opportunités économiques africaines en soutenant une croissance durable et la création d'emplois », écrivent les principaux pays développés dans leur déclaration finale.

L'objectif est de « lutter contre la pauvreté et les inégalités en tant que causes essentielles des migrations », soulignent-ils, faisant de cette entrée de l'Afrique à l'agenda du G20 une initiative clairement destinée à endiguer l'arrivée en Europe d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la misère.

Conclusion : ni exode, ni invasion

Nous avons vu qu'il n'y a pas plus « d'exode » en Afrique que « d'invasion africaine » en Europe. Le poids de ces deux idées reçues dans les discours publics est à

l'origine d'un décalage entre l'ampleur des dispositifs politiques mis en place pour contrôler les flux et la réalité mesurée d'un phénomène finalement marginal.

Nous avons noté que les efforts « supplémentaires » fournis par l'UE ne servent pas en premier lieu à agir sur les causes de migrations, mais à endiguer les départs vers l'Europe.

Terminons avec la déclaration du président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, devant le Parlement européen: « les conflits et la criminalité organisée n'expliquent pas à eux seuls les mouvements migratoires constatés au cours de ces dernières années vers l'Europe ». A ces facteurs, « il faut ajouter la pauvreté, le chômage et le déficit de démocratie dans de nombreux pays » a-t-il déclaré en prenant l'exemple du nouveau partenariat entre l'Afrique et le G20 qui a été initié par l'Allemagne et qui aurait pour objectif de faciliter des investissements massifs en Afrique en vue de créer des emplois, notamment pour les jeunes. « Ceci contribuera à la réduction des flux migratoires illégaux vers l'Europe » a estimé Ouattara dont le pays est justement l'un des trois premiers bénéficiaires du programme.

Une promesse de plus ?

Sources:

- Le Monde 11.09.2015; 15.02.2016; 17.01.2017; 10.07.2017
- Dina Ionesco, Daria Mokhnacheva, François Gemenne, Atlas des migrations environnementales, Sciences Po Paris, 2016
- Making Finance Work for Africa 18.04.2016
- Benjamin Schraven und Steffen Bauer für Brot für die Welt 12.08.2016
- IDMC Internal Displacement Monitoring Center: Grid 2017
- La Tribune Afrique 15.6.2017
- FACVL et ASTI, Communiqué du 30.06.2017
- Jeune Afrique 9.07.2017

Serge Kollwelter

Pourparlers de Paris sur la migration : Un peu d'argent et la matraque pour garder les étrangers à distance

Contre quelques millions d'euros, l'UE a réussi, une fois de plus, le tour de force de déléguer le «sale boulot», celui d'empêcher les ressortissants africains de jouir du droit à la mobilité. Au sortir du mini-sommet de Paris convoqué par Emmanuel Macron, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays représentés ont annoncé l'envoi immédiat d'une mission au Niger et au Tchad pour s'assurer de la mise en œuvre rapide des décisions prises. Parmi les plus inacceptables, l'ouverture de hotspots dans les zones désertiques des deux pays cités pour parquer les migrants indésirables, en attendant leur renvoi de gré ou de force vers leurs régions et pays d'origines.

H.B. Tchernob

Fermer à tout prix la route migratoire de la Méditerranée centrale : pari gagné sur le papier pour le président français E. Macron qui a convoqué le 28 août 2017 à Paris, un mini-sommet sur la migration. Cette réunion a réuni autour de l'initiateur ses homologues d'Allemagne, du Niger, du Mali et du Tchad, le Premier ministre libyen et la Haute Représentante de l'UE.

Même s'il divise et provoque des remous au sein de l'UE, moins de 24 heures ont suffi au nouveau locataire de l'Elysée pour amadouer ses pairs du Niger et du Tchad et les convaincre d'accepter son projet d'endiguer les départs des migrants à partir de leurs pays. En échange d'une promesse de sommes d'argent fléchées, Issoufou Mahamadou et Idriss Déby ont avalisé le contenu de la déclaration finale qui ouvre la voie à une batterie de mesures d'internement des citoyens non ressortissants de l'UE. Le Niger et le Tchad n'étant pas de pays d'émigration à destination de l'Europe, c'est dans les rangs des autres ressortissants de l'Afrique de l'Ouest que l'on comptera le plus grand nombre des victimes des mesures restrictives annoncées. En effet, ces deux pays sahéliens ne figurent pas dans le rapport 2016 du



C'est aux portes du Sahara, dans la ville d'Agadez, que l'OIM a installé un de ces centres "d'accueil et de transit"

Photo: Alternative Espaces Citoyens

HCR qui place la Guinée, le Nigeria et le Sénégal dans le top des pays de départ de migrants subsahariens.

Le jeune président a pris le soin de tout ficeler avant de convoquer la réunion. L'annonce de l'ouverture de hotspots en juillet à Orléans n'a pas seulement pris de court les chefs d'Etat des pays concernés, elle ne leur a laissé aucun autre choix que de se plier aux exigences de Macron. La libre circulation de l'Africain à l'intérieur du continent tant convoité par l'Union Africaine devra attendre des jours plus favorables.

Le bon élève qui veut plus d'argent

Lors de la rencontre, le président nigérien sera le premier invité à entonner le refrain de la lutte contre la migration irrégulière. « La première raison est morale, parce que le dirigeant africain que je suis trouve insupportable que des milliers d'Africains viennent mourir dans le désert et en Méditerranée. Donc je me suis engagé très fortement pour cette raison-là, pour mettre fin à ce fléau. [...] Mais le Niger est aussi fortement engagé pour des raisons sécuritaires, parce que les passeurs qui amènent les migrants

en Libye reviennent au Niger avec des armes. Cela pose donc un problème de sécurité » a argumenté Mahamadou Issoufou.

Ces arguments sont suspects, mais ils n'étonnent guère ses concitoyens qui ont l'habitude d'entendre les élucubrations de leur chef d'Etat sur la migration et sur bien d'autres sujets d'actualité. En effet, le discours de l'intéressé est celui du bon élève qui cherche à épater le maître, en lui démontrant qu'il a bien assimilé la leçon de la vieille recette du discours sécuritaire sur la migration. Il confirme ce que tout le monde ou presque murmurait à Niamey, dès l'annonce de la convocation du mini-sommet de Paris, à savoir que le chef d'Etat nigérien allait accepter avec beaucoup d'enthousiasme, la proposition française d'accueillir un hotspot dans son pays. Le signal de cette position officielle avait été donné quelques jours plus tôt par le Premier ministre Brigi Rafini à travers une réponse inattendue et lamentable donnée à Christophe Boissibouvier de RFI, qui lui demandait, s'il était pour ou contre, le projet de création d'un hotspot au Nord-Est du Niger.

« Nous sommes informés, mais nous n'avons pas encore approché la question de manière appropriée et conséquente. Avant d'avoir abordé la question dans sa profondeur je ne saurais me prononcer » avait balbutié



Photo: Alternative Espaces Citoyens

Sahara nigérien, début janvier 2017, une équipe de l'unité de production audiovisuelle d'Alternative Espaces Citoyens rencontre un convoi de migrants

le chef du gouvernement.

Comme à son habitude, le président nigérien a profité de la tribune du mini-sommet pour demander plus de miettes d'argent. « Je me réjouis du soutien de l'UE et des pays dont certains sont représentés à cette réunion pour la mise en place du programme de lutte contre la migration irrégulière. Nous n'avons malheureusement pas la totalité de la couverture des besoins de ce programme » a expliqué Issoufou Mahamadou.

Pour rappel, en novembre 2015, à la Valette, le Niger a présenté un

programme de lutte contre la migration irrégulière évalué à 700 millions d'euros, puis porté à 1 milliard. A la date d'aujourd'hui, malgré tout le zèle dont le gouvernement nigérien a fait preuve pour endiguer les départs à partir d'Agadez principalement, il n'a récolté que des miettes qu'il peine à partager. De ce fait, le plan de reconversion des acteurs de l'économie migratoire s'est transformé en un miroir aux alouettes, car les populations attendent toujours les annonces de financement faites dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière mis en place par l'UE après La Valette. Sur plus de 1800 dossiers soumis, seulement 98 ont été retenus par le comité de sélection mis en place au niveau de la municipalité. Ce qui a incité les mécontents à organiser un meeting devant la mairie.

Cette politique de collaboration a un triple enjeu pour Niamey. Primo, un enjeu politique, car elle permet au régime du président Issoufou de gagner à l'international une crédibilité qui lui manque à l'intérieur. Secondo, un enjeu diplomatique, car elle permet à

L'annonce de l'ouverture de hotspots en juillet à Orléans n'a pas seulement pris de court les chefs d'Etat des pays concernés, elle ne leur a laissé aucun autre choix que de se plier aux exigences de Macron. La libre circulation de l'Africain à l'intérieur du continent tant convoité par l'Union Africaine devra attendre des jours plus favorables.

Issoufou Mahamadou considéré comme un bon interlocuteur sur la lutte contre la migration irrégulière de s'asseoir à côté des dirigeants occidentaux. Tertio, un enjeu économique, car cette coopération permet au régime de survivre économiquement à travers des appuis budgétaires et autres formes d'aides qu'il n'aurait sans doute pas obtenu sans ce mauvais rôle de sous-traitance de la gestion des « flux migratoires ».

L'UE s'enfonce dans les fausses solutions

Pour E. Macron, la réunion de Paris a été l'occasion de clarifier son annonce faite en juillet, lors de sa visite d'un centre d'hébergement à Orléans.

« L'idée est d'ouvrir des hotspots en Libye et dans des pays africains sûrs, afin d'éviter aux gens de prendre des risques fous alors qu'ils ne sont pas tous éligibles à l'asile. Nous avons identifié une zone, qui est le sud libyen, le nord-est du Niger et le nord du Tchad » pour installer « des centres avancés » de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Je compte le faire dès cet été » a martelé Macron. Au cours de la conférence de presse de clôture de cette réunion qualifiée de fructueuse, le président français a félicité son homologue nigérien pour la profondeur de son engagement dans la lutte contre la migration irrégulière. « Depuis juin 2016, le Niger a commencé un travail extrêmement conséquent que je vais saluer et qui a produit les premiers résultats ». Le succès de l'expérience du Niger en matière de blocage des migrants dans la région d'Agadez est tel que Macron veut la généraliser dans tout le pays, et l'exporter au Tchad et en Libye.

En réalité, c'est un véritable plan de guerre dont les actions prioritaires concernent la prévention des départs, le retour des migrants clandestins dans leur pays que le président français a

Si réellement, le souci de l'UE était de s'attaquer aux causes profondes de la migration économique, alors la solution ne se trouve ni dans la distribution de miettes, ni dans le transfert des frontières juridiques européennes dans les pays de transit.

dévoilé au monde, en n'omettant pas de préciser que la France le mettra en œuvre avec ou sans l'Europe.

« Les migrants irréguliers qui ne peuvent prétendre à aucune forme de protection internationale doivent être reconduits dans leur pays d'origine, dans la sécurité, l'ordre et la dignité, de préférence sur une base volontaire, en tenant compte de la législation nationale et dans le respect du droit international » ont décidé les participants au mini-sommet.

Cherchant à se mettre à l'abri de la pluie des critiques, les chefs d'Etat ont indiqué que leur « action est dirigée à l'encontre des réseaux de passeurs et de leur modèle économique », qu'ils ont l'intention « de briser afin de limiter les migrations irrégulières vers l'Europe et de protéger les migrants contre les atteintes aux droits de l'Homme

et les conditions dégradantes qu'ils subissent. »

Les auteurs de la déclaration de Paris oublient délibérément que l'essor des activités des passeurs et trafiquants est une conséquence de la fermeture des voies d'accès légales de migration par les politiques sécuritaires européennes. En effet, tous les travaux sérieux de recherche ont démontré que « plus il y a de contrôles, plus les migrants recherchent et empruntent de nouvelles routes plus longues et dangereuses et plus ils ont recours à des intermédiaires à la recherche d'enrichissement et peu scrupuleux du respect des droits humains ».

Les droits des migrants sacrifiés

Le mini-sommet de Paris vient de nous donner encore la preuve éclatante



que l'UE continue à considérer la migration comme un problème, auquel elle apporte des fausses solutions. En attendant de connaître le contenu du document non divulgué à la presse, disons que les mesures disséminées dans la déclaration finale sont déjà suffisamment graves. Parmi les plus inquiétantes, citons la décision des participants de recourir, si besoin, à la force pour reconduire les migrants indésirables.

« Les migrants irréguliers qui ne peuvent prétendre à aucune forme de protection internationale doivent être reconduits dans leur pays d'origine, dans la sécurité, l'ordre et la dignité, de préférence sur une base volontaire... ».

Le retour volontaire n'existant que dans la tête des experts assis dans des bureaux climatisés, des méthodes fortes seront employées pour prévenir les éventuels « débordements » et dissuader les migrants les plus audacieux. Si la situation l'exige, les forces armées « déjà déployées dans la zone devraient aussi contribuer dans les domaines de la surveillance, du renseignement et de la protection » en appui aux forces de défense et de sécurité (FDS) locales. Dans la foulée, les effectifs et les moyens de la mission EUCAP Sahel seront renforcés. Ce n'est pas tout. Les capacités de l'Équipe

conjointe d'investigation (ECI) basée à Niamey seront consolidées avec, pour objectif, de démanteler les réseaux financiers utilisés par les passeurs.

Par ailleurs, pour augmenter la pression sur les deux présidents africains, les quatre pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie) et la Haute Représentante de l'UE ont décidé de l'envoi « d'une mission conjointe au Niger et au Tchad pour examiner les conditions de mise en œuvre des décisions susmentionnées, ainsi que pour identifier tous autres types de coopération pratique qui permettraient de relever le défi de la migration irrégulière ».

Les pays européens s'engagent à mobiliser tous les instruments existants (diplomatie, développement et sécurité) pour tenter de renforcer la coopération avec les pays d'origine afin de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière. Si réellement, le souci de l'UE était de s'attaquer aux causes profondes de la migration économique, alors la solution ne se trouve ni dans la distribution de miettes, ni dans le transfert des frontières juridiques européennes dans les pays de transit. Elle se trouve dans l'abandon de tout soutien à des régimes corrompus, la fin du pillage des ressources naturelles, le renoncement à déstabiliser les pays par

la dissémination d'armes de guerre et l'implantation des bases militaires, la promotion du commerce inéquitable, le financement des Objectifs du Développement Durable (ODD), etc.

En réalité, le principal objectif de l'UE, renouvelé à Paris, c'est de transférer les frontières européennes en Afrique, au sud du Sahara, c'est à dire directement dans les pays de transit et de départ. Au-delà des discours trompeurs sur la protection des migrants, c'est la politique d'endiguement des « flux migratoires » qui a été actée à Paris. Une politique migratoire sécuritaire qui, en dépit des déclarations d'intention, fait fi du respect des droits fondamentaux des migrants.

Il est temps de changer d'approche

Les décisions prises par le sommet de Paris ne feront qu'aggraver la situation de vulnérabilité des migrants dans le Nord du Niger. Un rapport de monitoring publié par Alternative Espaces Citoyens (AEC) en fin juillet 2017 tirait déjà la sonnette d'alarme, tout en pointant la responsabilité du gouvernement nigérien et de l'UE dans l'augmentation du nombre de morts dans le désert nigérien.

« Depuis août 2016, début de l'application de la loi 2015-36 sur le trafic illicite des migrants, l'on a assisté à une détérioration progressive des conditions de parcours migratoires résultant de la création de nouvelles routes plus dangereuses entraînant des pertes en vies humaines, la chasse aux migrants par les FDS avec, quelque fois, des blessés par balle et des accidents mortels, l'abandon des migrants dans le désert par les chauffeurs dont plusieurs meurent de soif, de faim et de chaleur » note le rapport.

Cette loi qui, théoriquement selon les autorités, est censée protéger les migrants contre les abus des passeurs

En réalité, le principal objectif de l'UE, renouvelé à Paris, c'est de transférer les frontières européennes en Afrique, au sud du Sahara, c'est à dire directement dans les pays de transit et de départ. Au-delà des discours trompeurs sur la protection des migrants, c'est la politique d'endiguement des « flux migratoires » qui a été actée à Paris. Une politique migratoire sécuritaire qui, en dépit des déclarations d'intention, fait fi du respect des droits fondamentaux des migrants.

s'est révélée, dans la pratique, un véritable obstacle à la jouissance de leurs droits. Rappelons que ce texte prévoit des sanctions très lourdes allant de peines de prison (1 à 30 ans) à des amendes (de 3 à 30 millions FCFA, soit entre 4.500 et 45.000 euros) pour ceux qui se livrent au trafic illicite des migrants.

Ce rapport révèle de nombreux points de préoccupation pour les défenseurs des droits humains. Selon AEC, le discours officiel continu à alimenter la crainte de la migration pour justifier la politique de la répression et d'endiguement des « flux migratoires » exécutée depuis La Valette. L'association ajoute que l'application de la loi sur le trafic illicite s'est traduite par un enfermement de migrants subsahariens en transit et par un renchérissement des coûts de transport et des restrictions de la liberté d'aller et venir ayant affecté sérieusement les économies des communes de la région qui tirent l'essentiel de leurs recettes de la migration.

Mais, le point le plus inquiétant indexé par le rapport de monitoring est l'appel au renfort de l'armée dans les opérations d'interception des migrants. Selon l'OIM depuis fin 2016, la lutte contre l'immigration clandestine fait partie des missions des FAN (forces armées nigériennes). « Plus d'un millier de militaires sont ainsi déployés dans le nord-est du Niger et les effectifs de la garnison de Madama ont quasiment doublé en un an, pour arriver à 450 hommes environ », nous apprend l'OIM.

Malgré tout ce dispositif répressif, les départs continuent avec plus de risques. Forts de leur parfaite connaissance de la région, les conducteurs de véhicules, autochtones pour la plupart, créent à chaque fois de nouvelles routes, ce qui fait qu'ils ont toujours une longueur d'avance sur les forces de l'ordre.

Evidemment, tout cela n'est que la partie visible de l'iceberg dans ce no man's land où le sable enterre ses

victimes. La situation de vulnérabilité des migrants doit être plus dramatique que ce l'on sait à travers les rapports officiels ou des acteurs humanitaires et associatifs. C'est sans doute pour cette raison que les militaires du Nord du pays qui partagent leurs vivres avec les migrants abandonnés ont demandé la constitution d'un stock de nourriture d'urgence selon l'OIM. A cela, il faut ajouter la frustration des élus locaux qui assistent impuissants à la perte des recettes de leurs communes et la colère des communautés locales qui se voient privées d'une activité de subsistance. Selon Dogo Tari, vice-maire de Dirkou, les recettes hebdomadaires de sa commune sont passées de 3 millions à 60.000 francs CFA.

Face à cette situation de désolation, lors de l'atelier de validation des listes des acteurs de la migration organisé le 22 juillet, un élu local a dit : « œuvrons à ce que ce projet de consolidation de la paix ne soit un plan de déstabilisation ». Son avertissement ne semble pas avoir été bien entendu.

A l'heure actuelle, il règne un mécontentement général qui fait craindre un retour au langage des armes, comme le confirmait un rapport de mission dans le Nord publié par l'OIM, fin juillet 2017. Ce document indique que « de nombreux transporteurs se sont mués en bandits armés sur les routes ». Dans un autre rapport de profilage des migrants, l'OIM écrit que « la sécurité peut être compromise par la législation anti-traffic des migrants et des contrôles plus stricts ». Malgré cette situation explosive, au lieu de chercher à calmer les esprits, les autorités nigériennes continuent à emprunter le discours sécuritaire de l'UE qui a suffisamment fait la preuve de son échec. Il est temps de changer de réponse.

dirigeant technique du comité pour les migrants "Loujna Tounkaranke"

H.B.Tcherno, Directeur des programmes d'Alternative Espaces Citoyens et coor-

Soutenir les économies africaines ou réduire l'immigration ?

Sena Afeto

La question pourrait sembler farfelue si elle ne se plaçait pas sur les échiquiers géopolitique et géostratégique. Le G20, ces « puissants aux grands cœurs », ce regroupement d'obédience économiste, lors de son sommet annuel des 7 et 8 juillet 2017 à Hambourg en Allemagne, a décidé de soutenir l'économie africaine.

L'opérateur économique africain ou l'habitant lambda d'un pays africain aurait pris cette annonce pour du pain béni si ce n'est sans compter avec la

deuxième partie de cette décision : « ... pour réduire l'immigration ». C'est là où le débat devient intéressant.

Depuis le G6, le G7, le G8, le G10, puis le G20 aujourd'hui, il semble qu'il a fallu attendre l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir en France pour découvrir que ce sont les situations sociopolitiques indignes de leurs pays qui poussent la grande majorité des migrants africains à affronter, entre autres, « le ventre de l'Atlantique ». Soit ils ont, au mieux, accusé un siècle de retard, soit, au pire ils font montre d'une cécité analytique limite.

Il n'est un secret pour personne que l'exil est provoqué essentiellement par

des conflits armés mais aussi par une nécessité de survie ou la quête d'un mieux vivre. Rechercher une meilleure existence ne relève que du bon sens, d'un réflexe humain en temps normal. Sauf que les pays « riches » semblent soutenir qu'ils paient le plus lourd tribut dans les mouvements migratoires contemporains. Acception déjà démentie par toutes les analyses et enquêtes objectives sur le sujet. Si on se place sur un plan afro-africain, plus de la moitié des réfugiés et/ou déplacés sont accueillis par des pays africains. Même si les chiffres des « échoués » sur les plages européennes semblent « affoler » les politiques de l'UE, ce n'est



Photo : Philip Kleinfeld/IRIN

qu'une petite partie de la masse.

Il n'y a pas si longtemps, en dehors des critiques indépendantes, les experts du Fonds Monétaire International avaient eux aussi jugé les programmes d'ajustement structurels (PAS), imposés aux pays africains à partir de la fin des années 70, inefficaces avec leur lot d'impacts sociaux préjudiciables importants. Les Accords Afrique Caraïbe Pacifique-UE (ACP-UE), aujourd'hui Accords de Partenariats Economiques (APE), promus plus ou moins pendant les mêmes périodes, étaient censés soutenir les économies des partenaires de l'Union Européenne. Seulement, ces Accords empêchent l'émergence d'intégrations économiques ou commerciales régionales s'ils ne cassent pas purement et simplement celles qui se construisent du fait de l'asymétrie abyssale qui caractérise ces partenariats.

L'Etat de droit d'abord

Aujourd'hui, même si les plus optimistes, essentiellement les penseurs de ces différentes politiques économiques, brandissent des chiffres « ronflants » de croissance prétendument positifs de nombre d'économies de ces pays partenaires, toujours est-il que pour le paysan de Baga, bourgade reculée en pays Nawda au nord-est du Togo, ses conditions d'existence n'ont guère bougé pour ne pas dire qu'elles se sont détériorées. L'Ivoirien lambda n'a pas non plus vu passer les effets vertueux de la belle croissance économique de son pays. Tout ce carcan economico-technocratique se trame « hors sol » pour les citoyens de ces Etats et les seuls à s'en contenter ou s'en féliciter finalement, ce sont ses promoteurs. Et ces derniers, ce ne sont pas les milliers d'Africains qui se déversent tous les jours aux larges des côtes méditerranéennes européennes.

Comment soutenir les économies

des Etats qui n'existent que de nom? L'économie est-elle un membre détachable du corps étatique ? Si oui, pourquoi existent-ils des ministères de l'économie dans ces pays ?

Si depuis les années 60, la grande majorité des Etats africains n'émergent pas « économiquement », ce n'est pas faute d'y avoir injecté des milliards d'euros. Il faut se rendre à l'évidence que la gouvernance de ces Etats est moribonde voire désastreuse. Les abreuer d'argent s'apparente à "verser éperdument de l'eau dans un panier de palmes". Il suffit de jeter un bref regard sur la gouvernance des Etats de provenance de la grande partie des migrants en Afrique.

Une bonne gouvernance, c'est la clé pour asseoir des politiques économiques normales et respectables; c'est le début de la diminution drastique de la corruption, premier fléau minant lesdites économies. Tant qu'on continuera à s'acquerir avec des chefs d'Etats « voyous », ce n'est pas demain la veille d'un quelconque essor de l'économie africaine et qui freinerait la vague migratoire. Les Africains rêvent de démocratie, d'Etat de droit, d'institutions fortes d'abord !

La famine, un fléau qui perdure

Au delà de la guerre, comme nous l'avions soutenu plus haut, les conditions de vie des personnes les poussent aussi à l'exil. La faim est une grande pourvoyeuse de migrants. Certes, beaucoup de famines ont été causées par des conflits armés ; mais la famine provoquée par la pauvreté existe et sous-tend des mouvements migratoires. L'Ethiopie, le Niger, la Somalie, pour ne citer que ceux-là, ont connu dans leurs histoires l'épreuve de la famine avec des mouvements migratoire afférents. Et le plus souvent, ce sont les plus valides qui désertent et privent de facto les pays des ressources humaines à même de participer au redressement desdits pays.

Actuellement, c'est la situation du Nigeria qui semble secouer les diverses rédactions des médias. En mai dernier, Mme Denise BROW, Coordinatrice des situations d'urgence du Programme Alimentaire Mondial (PAM) disait : « le PAM n'était pas préparé à intervenir au Nigeria, un pays aux revenus moyens, le pays le plus riche d'Afrique. Nous y sommes allés pour la première fois il y

Si depuis les années 60, la grande majorité des Etats africains n'émergent pas « économiquement », ce n'est pas faute d'y avoir injecté des milliards d'euros. Il faut se rendre à l'évidence que la gouvernance de ces Etats est moribonde voire désastreuse. Les abreuer d'argent s'apparente à "verser éperdument de l'eau dans un panier de palmes". Il suffit de jeter un bref regard sur la gouvernance des Etats de provenance de la grande partie des migrants en Afrique.

a un an. Nous ne nous attendions pas au niveau de souffrance humaine que nous y avons découvert ».

Selon la même source et le site de Radio France Internationale (RFI), environ 2 millions de personnes seraient au bord de la famine dans le nord-est du Nigéria. Cette zone est actuellement frappée par la sécheresse. Des millions de Nigériens se sont déjà déplacés dans les zones frontalières, et au-delà. Des milliers auraient déjà migré vers le sud, notamment à Lagos dans l'indifférence totale des autorités publiques et des médias. « Les autorités locales nient avec vigueur l'existence de ces réfugiés : elles ont décidé de vendre au monde l'image de Lagos, parangon de modernité, le New York de l'Afrique, la success-story du continent. Don't spoil a good story with the truth », peut-on lire sur le site de la RFI.

Il n'est plus à rappeler que le nord du Nigeria est miné par les actions du groupe terroriste Boko Haram. Celui-ci entrave l'acheminement des secours dans la région sinistrée. La situation dans cette zone – conséquence entre autres de l'autarcie circonstanciée que vit cette partie du pays, échappant ainsi à l'action gouvernementale – créée aujourd'hui les conditions d'une forte vague migratoire des populations, et certains Nigériens issus de la localité sont déjà en Europe pour y trouver refuge. D'où vient le Boko Haram ? Pourquoi est-il et perdure-t-il dans cette région ? D'où se procure-t-il les armes de guerres ? Trouver les réponses à ces interrogations donnerait des pistes pour toucher du doigt les tenants et les aboutissants de ce désastre humain.

Toujours est-il que le Nigéria a connu de forts mouvements migratoires par le passé. Plus loin, cela va des années 60 au moment des luttes de libération nationale contre la colonisation. Ensuite, au lendemain de l'« indépendance », ce furent les guerres fratricides pour le pouvoir dont celle de sécession provoquée en 1967 par Odumegwu Ojukwu,

gouverneur militaire de la région de l'est à l'époque. Toutes ces guerres ont un dénominateur commun : la lutte d'influence des puissances occidentales et leurs multinationales pétrolières par personnes interposées pour la main mise sur les gisements.

Plus proche, hier et aujourd'hui, la région du Delta du Nigeria connaît les mêmes velléités sécessionnistes et nationalistes mais avec des mouvements armés disparates qui se battraient pour une meilleure répartition de la manne pétrolière. Toutes ces guerres ont provoqué et continuent de provoquer des migrants tous les jours ; elles en ont engendré au Nigeria davantage que la famine qui prévaut actuellement au nord-est du pays.

Un mauvais système qui arrange les pouvoirs économiques et politiques

A quoi bon panser la plaie d'un membre d'un corps humain sans vie ? Soutenir l'économie d'Etats qui n'existent que de nom relève de l'absurde. La preuve est que les décennies d'Aides Publiques au Développement (APD) et autres PAS ou ACP-UE n'ont pas fait avancer les pays africains si ça n'a servi qu'à remplir les comptes privés des dirigeants tandis que les populations se paupérissent au jour le jour ; ou alors flatter les égos des « amis de l'Afrique » qui y passent des moments de villégiature exotiques. Les milliards d'euros ou de dollars n'arriveraient à endiguer la migration qui terrorise l'Europe ou l'Occident que si les conditions d'une meilleure gouvernance sont réunies dans les pays de provenance. « Cela se saurait il y a belle lurette sinon. »

Il convient de méditer toutes et tous autant que nous sommes sur ces quelques mots de Jean Ziegler dans La haine de l'Occident : « Dans l'hémisphère Sud, l'Occident règne par la corruption. La méthode est

coûteuse, mais elle offre des avantages considérables. Et d'abord, celui d'assurer une domination efficace. Elle détruit, en effet, le lien de confiance entre les citoyens et leur gouvernement. Elle gangrène et affaiblit l'Etat. Or un Etat faible, discrédité et inefficace est le partenaire rêvé pour les sociétés transnationales occidentales, d'autant plus que plus de 90 % des ressources budgétaires du pays le plus peuplé d'Afrique provient du gaz et du pétrole ».

La géopolitique, la géostratégie, le tout économique, les luttes d'influence ? Nous y voilà. La pression migratoire est de nos jours, dans certains milieux panafricains, le moyen d'influence pour répondre à la volonté hégémonique insatiable et pathologique des puissants, des pays riches.

Réduire l'immigration ou la contenir en injectant des espèces sonnantes et trébuchantes en masse dans les économies des pays africains dirigés par des régimes corrompus et corrupteurs, dont le seul programme de gouvernement consiste à s'éterniser au pouvoir et détourner les fonds publics, c'est de la poudre de perlimpinpin, comme le dirait l'autre. Si tant est qu'il faille encore l'explicitier, une bonne gouvernance promeut une politique économique et sociale convenable qui, à son tour, crée les conditions de sédentarisation des citoyens.

Sena Afeto, membre de l'ASTM

ONG. Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme?

Points de vue du Sud

Note – quelque peu commentée - de Lecture

Alors que Bernard Thomas, dans le *Lëtzeburger Land* du 27 juillet dernier, consacrait une analyse aux « organisations para-gouvernementales » du développement, le Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve (fondé par François Houtart), dans un dossier particulièrement intéressant, s'interroge sur les rôles des ONG non seulement comme vecteur privilégié de l'action collective pour le développement, mais aussi en tant qu'outils de contestation du néolibéralisme et acteurs de changement social.

Raymond Weber

Dans son éditorial, l'éditrice Julie Godin analyse les relations entre les ONG et les Etats ou les agences internationales d'aide, l'institutionnalisation des mouvements sociaux, les recherches de financements, les facteurs de dépolitisation.

Elle aborde nombre de sujets, tels que la « bonne gouvernance » et le « développement durable », qui semblent être devenus aujourd'hui les fondements d'un modèle uniformisé et formaté de coopération au développement, mais aussi du néolibéralisme, de la privatisation de décisions publiques, de l'affaiblissement ou de la suppression des services publics, de la « société civile », de la technicisation des débats, de « la privatisation par voie d'ONG », de la porosité entre « le marché du travail des ONG et ceux des secteurs public et privé », de la légitimation, de la zone grise « entre la résistance et la collaboration », de la professionnalisation et de l'« efficacité », de l'émergence de « nouvelles élites », de l'« injonction managériale », des profondes asymétries entre « partenaires », du poids des ONG du Nord, de l'occultation des choix politiques et des déséquilibres Nord-Sud.

Différentes évolutions sont aujourd'hui observables quant à la démarche dans laquelle s'inscrivent

généralement les ONG du Nord, au premier rang desquelles la nécessaire prise en compte de l'opinion des populations locales et le renforcement de leur capacité à se positionner comme interlocuteur des gouvernements en place, à travers l'élaboration de projets en « partenariat ». Cette « prise de conscience » a préfiguré l'émergence des concepts d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation, consacrés par la Déclaration de Paris en 2005. Omniprésente au niveau verbal dans les arènes de la coopération internationale, l'approche du partenariat n'en demeure pas moins un grand impensé des relations Nord-Sud. Avec la multiplication des ONG du Sud et le renforcement des compétences en leur sein, de nombreuses ONG du Nord ne veulent plus envoyer de volontaires ou de personnel rémunéré dans le cadre de leurs projets et programmes, mais « centrent leurs efforts sur l'envoi de fonds ou la formation locale, évoquant le droit des sociétés civiles locales à se développer elles-mêmes ». Par ailleurs, le recours aux ONG locales, que ce soit en se basant sur les réseaux existants ou en appuyant la création de telles ONG, « n'est pas une solution miracle et n'est efficace que s'il est effectué avec une bonne connaissance préalable des sociétés ». Non seulement ces ONG sont situées politiquement et ne donnent accès qu'à une frange de la société – les plus visibles internationalement étant rarement celles qui ont le meilleur



ancrage social –, mais « leur capacité de négociation et de partenariat avec les opérateurs du Nord, et donc [...] leur insertion personnelle dans des réseaux Nord-Sud plus ou moins institutionnalisés » peuvent influencer leur statut.

Enfin, la technicisation croissante des procédures de coopération, par la généralisation de l'usage d'instruments et de procédures, tend à standardiser la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des interventions dans le

Sud, au nom de l'« efficacité ». Cette diffusion de normes, de dispositifs, de procédures bureaucratiques issus du marché et de l'entreprise, qu'on peut qualifier de « bureaucratisation néolibérale », ne relève pas de simples décisions techniques, mais est significative des choix (et des caractéristiques) des politiques publiques. En effet, les objectifs fixés par les bailleurs de fonds, les mots d'ordre – qui changent au fil des modes – sont toujours, en même temps, « des valeurs et des normes qui préjugent de ce qui doit être prioritaire sur le terrain et de la façon dont il faut l'aborder, avant tout avis des populations concernées. Elles représentent de véritables grilles de lecture normatives de ces sociétés, une lorgnette qui se focalise sur certains aspects prétransformés en problèmes et en exclut d'autres ».

Pour Julie Godin, il s'agit de repenser le rôle – et la légitimité – des ONG, dans leurs actions sur le terrain et dans leurs activités de plaidoyer.

Trois points sont étudiés :

- le phénomène de « privatisation par voie d'ONG » et l'instrumentalisation multiple de ces organisations ;
- la « professionnalisation managériale » accompagnant l'insertion des ONG dans le « complexe développeur international » ;
- le paternalisme dans lequel s'inscrit les actions des ONG du Nord, la voie « réformatrice » et consensuelle régulièrement privilégiée, au détriment d'une stratégie plus contestataire.

A côté de cet excellent éditorial de Julie Godin, Shankar Gopalakrishnan aborde le fait que les ONG « ne soient pas forcément un instrument de démocratie et encore moins de changement social ». Il regrette que le financement institutionnel soit, de plus en plus, accordé en fonction de « résultats » bien visibles et évaluables, selon des indicateurs imposés par les bailleurs

de fonds. Ce qui empêche, selon lui, la visée d'un changement social progressif, intrinsèquement incompatible avec des indicateurs de « mesurabilité », au niveau épistémologique, et avec un « cycle de financement », au niveau temporel.

Thomas Gebauer souligne que « la plupart des ONG actuelles ont été créées en réaction aux immenses transformations politiques qu'a entraînées la mondialisation du libéralisme. L'auteur parle de la substitution du privé à l'action publique, des activités facilitant l'accès aux médias, des contraintes économiques internes aux ONG, de la promotion d'intérêts commerciaux, de la légitimation politique du « il n'y a pas d'alternative ». Afin de contrer l'instrumentalisation dont elles peuvent faire l'objet et de « repolitiser » les ONG, il propose cinq pistes : il invite d'abord les ONG à développer un esprit critique par rapport à l'ambivalence de leur propre nature (à la fois visée démocratique et expression d'un manque de démocratie). Ensuite, comme les ONG sont prises dans les relations de pouvoir en vigueur, l'adoption d'une position politique s'avère indispensable afin d'éviter tout détournement de

leurs activités à mauvais escient. Par ailleurs, les ONG doivent rechercher le plus d'indépendance possible, car la possibilité de changement social existe s'il y a « désir de changement », ouvertement exprimé et partagé par des citoyens, organisations et mouvements engagés, ouvrant alors la possibilité de constituer un véritable contre-pouvoir. Puis, les ONG doivent garder constamment à l'esprit leur légitimité originelle, soit leur enracinement dans les mouvements qui s'opposent au système dominant, et non leur seule expertise professionnelle. Enfin, si le changement requiert la conduite de stratégies et d'actions communes, elles doivent chercher activement à se mettre en réseau, malgré le caractère laborieux que peut comporter un tel exercice. Srila Roy, dans son article : « le Mouvement indien des femmes : comprendre et dépasser l'ONGisation », traite de la substitution des ONG aux groupes autonomes et des éléments contradictoires dans leurs actions. Cet article permet d'aborder un pan important de l'histoire et des débats du mouvement des femmes en Inde. L'auteure développe ainsi la place du « statut des femmes » comme indicateur de développement et de « gouvernance », les mobilisations

Il serait sans doute souhaitable que le Forum Politique du Cercle de Coopération des ONG continue à creuser ces questions et enjeux pour « repolitiser » l'action des ONGD, notamment en développant ses rôles de « veilleur » et de « lanceur d'alerte », afin de contribuer à la construction d'autres possibles et d'accompagner les résistances, locales et globales, à des modèles de sociétés qui restent souvent caractérisées non seulement par l'inégalité et par l'injustice, mais aussi par leur « insoutenabilité »

contre les viols, les causes et les effets de l'ONGisation, la gestion de la pauvreté par le micro-crédit, l'absence de changements structurels, les effets des projets et les choix prioritaires d'intervention. Elle discute du « recours à des mesures en matière de planning familial qui prennent pour cible le corps des femmes », de l'autonomie qui implique une distanciation consciente par rapport aux structures autoritaires et hiérarchiques des partis et d'autres formes institutionnalisées et un rapprochement avec les prises de décisions démocratiques et collectives, de la montée du fondamentalisme hindou et des attaques contre les ONG féministes et les droits des femmes.

D'autres pratiques « localisées » sont aussi abordées, en Palestine, en Amérique centrale ou du Sud, en Ouganda, qui sont autant d'illustrations différenciées des effets de l'ONGisation, avec beaucoup de questionnements et avec quelques réponses.

Par ailleurs, Léon Koungou plaide non seulement pour un renforcement de la « désoccidentalisation » des ONG et pour un dépassement du paternalisme et de l'asymétrie des relations entre coopérant et bénéficiaire, mais surtout pour « une action humanitaire sur la réciprocité » qui est, selon lui, synonyme d'une appropriation indépendante par les sociétés du Sud de la « culture-monde » (Edouard Glissant).

Dans le dernier texte, sur : forêts et océans : quand les ONGD prennent le pouvoir, Alain le Sann plaide pour une autonomie renforcée des pêcheurs et la garantie des droits fonciers collectifs: les commons et l'auto-organisation, encore et toujours...

Il y a sans doute matière à discussion sur certaines analyses, d'autant que les contraintes liées aux différents fonctionnements institutionnels sont rarement indiquées. Il manque aussi

un descriptif des plus grandes ou des ONG les plus internationalisées, de leurs lieux d'intervention, de leurs moyens humains et de leurs sources et mécanismes de financement.

Le développement des ONG, souvent sans lien avec les forces sociales d'émancipation ou peu reliées aux mouvements altermondialistes, semble bien s'articuler – selon les auteurs de la publication –, avec les préceptes néolibéraux, la place centrale du marché, le refus des débats démocratiques sur les décisions politiques, qualifié de « gouvernance ». Dans le creux des privatisations des activités sociales et de l'accentuation de la place fantasmée de la « société civile » – en réalité ni autonome des Etats et encore moins du système privé de production marchande – les ONGD, souvent, se substituent à la maîtrise citoyenne et démocratique des choix et des actions. Il ne s'agit pas de gommer des aspects utiles de leurs actions, ni de mettre en cause l'engagement des personnes investies, ni non plus de sous-estimer les créations de pont « vers des droits internationalisés », mais plutôt de souligner leur fonction de substitution et de dépolitisation liée à leurs fonctionnements, leurs financements, leurs choix, leur extériorité aux organisations de résistances sociales. La professionnalisation – au sens de séparation et de « technicité » – est le plus souvent contradictoire avec l'auto-organisation des groupes sociaux.

Que faut-il conclure de ces analyses qui, souvent, « décoiffent », mais qui posent les vraies questions que souvent les ONGD, empêtrées dans leur action quotidienne, n'ont pas le temps, ni la force, de se poser ?

Il est indéniable qu'il y a aujourd'hui, au Sud comme au Nord, un risque de dépolitisation, renforcé par les injonctions à une professionnalisation de type managérial, qui tend à réduire

Disponible au CITIM

ONG: Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme? Julie Godin (CETRI) 2017

les ONGD à des prestataires au service de leurs bailleurs de fonds, publics ou privés. Pour autant, certaines structures, au Luxembourg comme ailleurs, ont conquis les moyens financiers et symboliques d'une autonomisation relative qui leur permet de jouer un rôle d'autorité morale, voire de productrices de normes, dans nombre de débats sociaux et environnementaux globaux.

Il serait sans doute souhaitable - pour terminer sur le Luxembourg - que le Forum Politique du Cercle de Coopération des ONG continue à creuser ces questions et enjeux pour « repolitiser » l'action des ONGD, notamment en développant ses rôles de « veilleur » et de « lanceur d'alerte », afin de contribuer à la construction d'autres possibles et d'accompagner les résistances, locales et globales, à des modèles de sociétés qui restent souvent caractérisées non seulement par l'inégalité et par l'injustice, mais aussi par leur « insoutenabilité ».

Raymond Weber, membre de l'ASTM

Ville Conférence Internationale de La Via Campesina

Retour sur la 7ème conférence internationale de la Via Campesina qui s'est tenue du 19 au 24 juillet à Derio au pays basque.

Jean Feyder

La Via Campesina (LVC), a tenu sa VIIe Conférence internationale à Derio, au pays basque, du 19 au 24 juillet dernier. LVC organise de telles conférences tous les quatre ans depuis sa création en 1992. Y ont pris part quelques 500 représentants de plusieurs centaines de mouvements paysans afin de «poursuivre la lutte contre le capitalisme et de proposer des voies concrètes pour construire un monde alternatif basé sur la dignité et la souveraineté alimentaire». Mouvement international, La Via Campesina réunit plus de 164 organisations de 79 pays et environ 200 millions de paysans, de paysans sans terre, d'indigènes, de femmes rurales, de travailleurs ruraux,

d'éleveurs, de pêcheurs etc. Rappelons au passage qu'en 2013, avait été organisée une visite de Henry Saragih, dirigeant paysan indonésien et à l'époque coordinateur général de LVC. Il avait été reçu en personne par Monsieur Jean Asselborn, notre Ministre des Affaires Etrangères.

L'importance reconnue aux femmes et aux jeunes

En amont de cette conférence, une assemblée des jeunes ayant eu lieu les 16/17 juillet s'est penchée en particulier sur le problème de la migration et sur la nécessité plus urgente que jamais de renforcer la formation aux pratiques agroécologiques.

Une assemblée des femmes s'est tenue les 17/18 juillet ce qui souligne

l'importance que LVC accorde à l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes. Dans la déclaration publiée à l'issue de la conférence, LVC s'engage à renforcer la participation politique des femmes - ainsi que celle des jeunes - à tous les niveaux du mouvement. LVC est aussi déterminée à lutter contre toutes les formes de violence contre les femmes, qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologique ou économiques.

Elizabeth Mpofo, paysanne au Zimbabwe et coordinatrice générale, a déclaré « ce moment est unique car nous sommes un mouvement très divers et pourtant très uni dans les multiples luttes que nous menons. Nous sommes celles et ceux qui travaillons la terre et nourrissons le monde, mais nos territoires sont constamment menacés. Nous faisons face à une criminalisation croissante ».

Défense des semences paysannes

Dans la déclaration finale, LVC dénonce que les gouvernements imposent des lois sur les semences qui conduisent à leur privatisation et assurent des profits aux transnationales. « Nous, au contraire, prenons soin de nos semences paysannes créées, sélectionnées et améliorées par nos ancêtres. Nos semences sont adaptées à nos terres où nous utilisons une gestion agro-écologique pour produire sans devoir acheter des produits toxiques ou d'autres ressources externes ».

Au cours d'une discussion sur le lien entre alimentation et semences, Guy Kastler, spécialiste de politiques liées aux



Photo: Kris Krüg, Flickr

semences et membre de La Via Campesina, a expliqué que « le système de manipulation génétique est une impasse, si au début des années 1990, près de 10 000 moyennes entreprises semencières géraient le marché des semences au niveau mondial, aujourd'hui trois multinationales (Monsanto, Syngenta et Pioneer) détiennent 57% du marché et déposent des brevets sur des gènes existants, contraignant les paysans à payer une licence s'ils veulent continuer à semer les graines concernées. C'est un problème à la fois de souveraineté alimentaire et de souveraineté politique». Et de conclure que la désobéissance civile s'imposera : « Nous continuerons d'échanger nos semences ».

La Commission européenne devant se prononcer prochainement sur la fusion entre Monsanto et Bayer, notre gouvernement devrait attirer son attention sur cette situation déjà quasi-monopolistique, dangereuse et inacceptable ainsi que sur les menaces qu'une concentration encore plus forte de ces marchés ferait peser sur le système alimentaire mondial, la biodiversité et la paysannerie.

Agroécologie, réforme agraire et déclaration sur les droits des paysans

L'agroécologie est la base de la proposition de LVC et de sa vision de la souveraineté alimentaire. D'où aussi la nécessité de lutter pour une réforme agraire authentique, intégrale et populaire, pour la défense des terres des indigènes et des paysans et pour la récupération de systèmes alimentaires locaux. Toute tentative de l'agrobusiness de récupérer l'agroécologie est rejetée.

La déclaration souligne aussi à nouveau l'importance fondamentale que LVC attache à la déclaration sur les droits des paysans. C'est sur son initiative que cette déclaration est en train d'être négociée au niveau du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Pour une dirigeante paysanne colombienne « La Via Campesina est un mouve-

ment vivant, une résistance mondiale du monde paysan pour transformer la société, nous sommes un fleuve, la voix des sans voix, celle des paysans de ce monde ». Se référant à la déclaration sur les droits des paysans, elle a fait état d'un monde où « celles et ceux qui créent des moyens de subsistance agroécologiques, équitables et durables, ne bénéficient pour l'instant d'aucune protection juridique ».

Migration, accaparement des terres et formation

En quatre ans, de nouvelles problématiques comme celle des migrants ont été définies comme connexes à la question paysanne. Le déplacement de populations est aussi la conséquence de l'accaparement des terres. De larges surfaces de terre, sous-utilisées, comme on l'affirme afin de justifier l'accaparement des terres, sont sacrifiées pour des projets d'investissement à large échelle, pour la mécanisation et l'usage de produits chimiques. Cet accaparement des terres, différents conflits armés ainsi que la criminalisation des paysans et des défenseurs de la terre et du territoire obligent les jeunes gens qui n'ont pas de perspectives et qui forment la majorité de la population, à quitter le pays et à emprunter le chemin périlleux de la migration ou à se faire exploiter par des fondamentalistes et par des moyens extrêmes. Dans ce contexte, LVC a affirmé le droit à la libre circulation.

Plusieurs délégués d'Asie (Indonésie, Thaïlande), d'Amérique latine, d'Afrique du Sud et de l'Est et du Maghreb ont partagé leurs expériences quant aux moyens mis en place pour contrecarrer la concentration des terres et les tentatives d'accaparement de l'agrobusiness.

De nombreuses interventions ont dénoncé les accords de libre-échange imposés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais également les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, comme des moyens de

destruction des politiques agricoles qui sonnent le glas de la souveraineté alimentaire et plongent les travailleurs ruraux dans le dénuement.

LVC reconnaît le besoin de nouer et de renforcer des alliances aux niveaux local, national et international, en particulier avec les classes travailleuses tant rurales qu'urbaines. LVC s'engage dans l'organisation de sessions de formation pour promouvoir une agro-écologie paysanne basée sur l'autonomie et le partage de connaissances. Le mouvement poursuivra aussi la formation politique, idéologique, organisationnelle et technique fondée sur ses propres concepts.

Cette déclaration se trouve sur le site de LVC – www.viacampesina.org –. On peut également y lire un document intitulé « Peasants fighting for justice » donnant des exemples de violations des droits humains des paysans en Amérique Latine, en Asie, en Afrique et en Europe. Un autre document intéressant est intitulé « les dix faits concernant l'agriculture paysanne européenne ».

Jean Feyder, membre de l'ASTM

„Antiimperialist“ von Washingtons Gnaden

US-Truppen sind erneut im Süden der Philippinen im Einsatz

Rainer Werning

Seit Herbst vergangenen Jahres hat der philippinische Präsident Rodrigo R. Duterte mehrfach kundgetan, er sei zwar kein Kommunist, doch der erste sozialistische Präsident des Inselstaates. Die einstige Kolonialmacht USA (1898-1946), so der Präsident, habe viel Unheil über das Land gebracht, so dass er die mit Washington bestehenden bilateralen Verträge überprüfen, die beidseitigen Militärmanöver ab 2017 aussetzen werde und stattdessen eine engere Kooperation mit Beijing und Moskau anstrebe. China hat Manila Kredite in Höhe von umgerechnet 24 Mrd. US-Dollar in Aussicht gestellt, während die russische Marine bereits in Manila vor Anker ging.

Ausgerechnet auf seiner ersten Russlandreise drang böse Kunde aus dem fernen Heimatland an die Ohren des Präsidenten. In Marawi City, im Zentrum der größten südlichen Insel Mindanao gelegen, liefern sich Regierungstruppen (AFP) seit dem 23. Mai Gefechte mit Kämpfern der dschihadistischen Abu Sayyaf- und Maute-Gruppen. Die Lage war zu der Zeit unübersichtlich. Offensichtlich misslang den AFP eine Operation zur Ergreifung des international als „Terrorist“ eingestuften Abu Sayyaf-Führers Isnilon Hapilon. Dessen Operationsgebiet war bis dahin die weiter südlich gelegene Insel Basilan, wo er mit seiner Gefolgschaft den Treueeid auf den Islamischen Staat geleistet hatte und von diesem als Emir anerkannt worden war. Hapilon war es gelungen, sich unerkannt nach Marawi durchzuschlagen, um sich dort mit der lokalen Maute-Gruppe zu verbünden.

Noch am selben Abend des 23. Mai unterzeichnete Präsident Duterte in Moskau die Proklamation 216, mit der er das Kriegsrecht über den gesamten Süden der Inselrepublik verhängte und das zwischenzeitlich bis zum 31. Dezember verlängert wurde. Der Präsident brach seine Russlandreise kurzzeitig ab und versicherte seinen Landsleuten bei seiner Rückkehr in Manila, die „Krise in Marawi“ schnellstmöglich zu lösen. Doch bis heute dauern die Kämpfe in der weitgehend zerstörten Stadt an – laut offiziellen Angaben mit über 700 Toten, darunter 528 „militante Kämpfer“ und 122 Regierungssoldaten und Polizisten.

Während sich Duterte anfangs „überrascht“ zeigte, dass überhaupt US-Soldaten vor Ort operierten, wurde zunehmend klarer, dass deren Einsatz sich nicht nur auf logistische und nachrichtendienstliche Unterstützung für die AFP beschränkte, sondern sie auch in direkte Kampfeinsätze einbezogen sind. Die AFP sind zwar erprobt im Dschungelkrieg, für einen Häuserkampf aber, in dem buchstäblich um jedes Gebäude gekämpft wird, sind sie nicht ausgebildet.

Einen Monat nach den Kampfhandlungen in Marawi erklärte der AFP-Sprecher, Brigadegeneral Restituto Padilla: „Es gibt vor Ort US-Personal, dessen genau Zahl ich allerdings nicht kenne, das lediglich dem Western Mindanao Command (Westmincom) Hilfestellung leistet.“ Das Westmincom mit Sitz in Zamboanga City ist für die Kriegführung in Marawi zuständig und war bis zum Frühjahr 2015 auch Heimstätte der Joint Special Operations Task Force-Philippines unter direktem US-Befehl. Teile

dieser Einheit waren am 25. Januar 2015 in einer gescheiterten Antiterror-Operation verwickelt, in deren Verlauf allein 44 Mitglieder der Nationalpolizei starben.

Zeitgleich mit dem Manila-Besuch von US-Außenminister Rex Tillerson am 7. August, der anlässlich des 50. Gipfeltreffens des südostasiatischen Staatenbundes ASEAN in der philippinischen Hauptstadt weilte und dort am selben Tag mit Präsident Duterte konferierte, tauchten in Washington und Manila Medienberichte auf, denen zufolge die US-Luftwaffe Einsätze in Marawi erwägt. Es ist kein Zufall, dass fast auf den Tag genau mit den „Ereignissen“ in Marawi Duterte die Friedensverhandlungen mit dem linken Untergrundbündnis der Nationalen Demokratischen Front (NDFP) für gescheitert und sie zum nächsten Feind erklärte. So haben in Manila denn heute jene (Ex-)Militärs das Sagen, die stets einen stramm pro-amerikanischen Kurs favorisierten und einen Dialog mit den Linken ablehnten.

Dr. Rainer Werning ist Politikwissenschaftler & Publizist mit den Schwerpunkten Südost- und Ostasien. Er befaßt sich seit 1970 intensiv mit den Philippinen und ist u.a. Koherausgeber des 2018 in 6. erw. und akt. Ausgabe erscheinenden Handbuch Philippinen (regiospectra Verlag, Berlin).

Inde: Les recycleurs de déchets pénalisés par une nouvelle réforme fiscale

La taxe sur les biens et services (Goods and Services Tax - GST) a été introduite par le gouvernement indien le 1er juillet 2017 et a été saluée comme la plus grande réforme fiscale depuis l'indépendance du pays du Royaume-Uni en 1947. Alors qu'elle devra profiter aux entreprises indiennes ainsi qu'aux investissements étrangers, certains s'y retrouveront pénalisés. Le partenaire de l'ASTM, Chintan, qui lutte en faveur de meilleures conditions de travail des recycleurs de déchets dans la capitale Delhi et pour une plus grande reconnaissance de leur contribution à l'assainissement de la ville, dénonce les conséquences néfastes de cette nouvelle taxe sur les revenus des recycleurs et sur l'environnement.

Julie Smit

Alors que, de manière générale, la taxe GST est considérée comme une amélioration du système fiscal indien extrêmement complexe, certains points, qui ont été négligés, ont aujourd'hui de graves conséquences pour des millions de personnes qui travaillent dans le secteur informel en Inde. C'est le cas notamment des centaines de milliers de collecteurs de déchets qui sont sérieusement touchés par cette nouvelle taxe alors qu'ils avaient déjà du mal à gagner un revenu suffisant.

En vertu du nouveau régime fiscal, la plupart des articles de déchets sont imposés à 18% (papier à 12%) lorsqu'ils sont vendus dans les unités de recyclage. Avant l'introduction de la nouvelle taxe, uniquement les déchets électroniques et le fer avaient été imposés à un taux de 6%. Ainsi, en raison de cette hausse importante du taux d'imposition, les commerçants payent beaucoup moins aux recycleurs pour les déchets ramassés, ce qui a entraîné une diminution considérable des revenus de ces derniers.

En ramassant, séparant et recyclant 20 à 25% des 10 000 tonnes métriques de déchets générés chaque jour dans la ville de Delhi, les recycleurs contribuent de

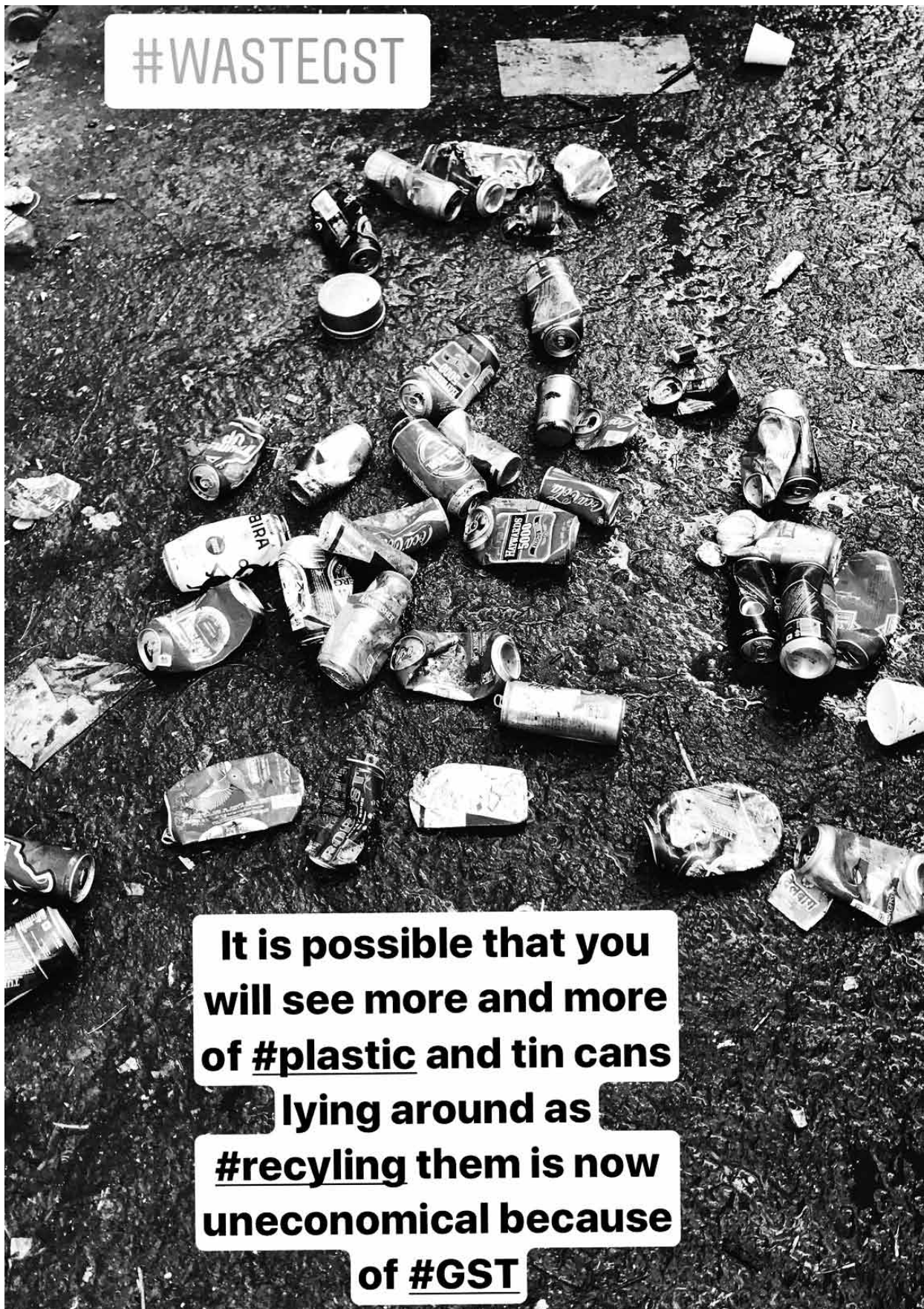
façon essentielle à la protection de l'environnement, tout en assurant la propreté de la ville. Pourtant, ils travaillent dans des conditions difficiles caractérisées par un manque de respect, de sécurité et de dignité. Dans une enquête faite auprès des recycleurs à Delhi, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe, Chintan Environmental Research and Action Group a constaté que la plupart d'entre eux ont subi une perte d'environ 50% de leur revenu. Par exemple, avant l'introduction de la GST, Aminoor, un recycleur qui habite le bidonville de Vivekananda dans le quartier élégant de Chanakya-puri, gagnait Rp 450 (environ 6 EUR) par jour. Aujourd'hui, il a du mal à gagner ne serait ce que Rp 250 par jour et à nourrir sa famille. La situation des récupérateurs de déchets de Teesri Pushta, dans le district d'Usmanpur, est encore pire: leur revenu journalier moyen est passé de Rp. 260 à Rp 130 par jour.

Le problème ne s'arrête pas là. En plus des répercussions désastreuses sur les revenus des recycleurs, la GST risque d'avoir également un impact négatif sur l'environnement. Si les récupérateurs de déchets ne sont plus en mesure de gagner leur vie avec le recyclage, il est peu probable qu'ils poursuivent cette activité. Ainsi, les déchets s'accumuleront dans les sites de décharge et les espaces publics, ce qui aggravera encore plus les problèmes

de pollution d'un pays qui doit déjà faire face à une importante crise de pollution. Cela irait aussi directement à l'encontre des objectifs du Swachh Bharat Abhiyan (la campagne « Inde propre » lancée par le Premier ministre Narendra Modi) et dont le but est que tous les déchets recyclables soient ramassés et recyclés.

Pour leur part, les récolteurs ne sont pas du tout prêts à accepter l'introduction de cette taxe. Avec l'appui de Chintan, ils se mobilisent contre la GST, en utilisant en particulier les réseaux sociaux pour partager leurs préoccupations avec le plus grand nombre de personnes dans l'espoir que les décideurs politiques soient amenés à reconsidérer la nouvelle taxe sur les produits recyclés. La campagne a également trouvé un très bon écho dans les médias indiens.

La campagne des recycleurs de déchets et de Chintan peut être soutenue sur les réseaux sociaux en partageant leurs messages avec le hashtag #WasteGST.



Photoreportage: Visite de Mazin Qumsiyeh au Luxembourg

Au mois de mai, le Comité pour une Paix Juste au Proche Orient (CPJPO) a accueilli Mazin Qumsiyeh, directeur du Palestine Museum of Natural History et du Palestine Institute of Biodiversity and Sustainability de l'Université de Bethléem. A l'image de ses nombreuses casquettes (docteur en biologie, chercheur et professeur, mais aussi intellectuel, activiste des droits humains et auteur), cette visite a été l'occasion de construire des ponts, travailler en réseau, créer des synergies mais aussi pour Mazin, de rentrer en Palestine avec de nouveaux contacts, de nouveaux savoirs et de nouvelles idées. Le récit de son séjour en images par Nathalie Oberweis.



Mazin en visite à Nature an Umwelt. Intéressé par la faune et la flore, les jardins de Natur an Umwelt ont passionné le biologiste palestinien. De même, il a pu visiter les jardins de la coopérative TERRA. Les rencontres avec les responsables ont permis d'échanger des savoirs-faire et idées d'autant plus intéressants pour Mazin qu'il travaille actuellement sur des projets de jardins à Bethléem, notamment au Musée d'histoire naturelle qu'il dirige.

Accompagné d'un collaborateur du Mouvement écologique, Mazin visite le Centre de jeunesse de Hollenfels et les jardins du groupe jeune Moov du MECO. Indépendamment du gouffre des moyens financiers et logistiques qui sépare les projets visités au Luxembourg et les projets en Palestine, en l'occurrence le Musée d'histoire naturelle, les visites des lieux et les échanges permettent une mise en commun et des transferts de connaissances.





Résistance: des espèces résistantes se développent sur un support difficile. Image prise à Hollenfels qui rappelle quelque peu la situation de la Palestine et des Palestiniens qui résistent malgré un environnement hostile.



La conférence publique à Natur an Umwelt a abordé des sujets environnementaux autant que politiques. La protection de l'environnement est l'un des enjeux de nombre de conflits de nature coloniale ou néocoloniale. Pour Mazin Qumsiyeh, l'engagement pour les droits humains passe par la défense de la nature.



Visite du Musée national d'histoire naturelle dans le Grund et rencontre avec le directeur Alain Faber. Ce fut un moment fort pour Mazin de rencontrer le directeur afin d'échanger avec lui sur des questions scientifiques et méthodologiques. Une occasion encore de mettre en commun des connaissances et de transférer des savoirs.

Une autre rencontre très positive et inspirante pour Mazin fut celle avec Nico Godart de la station de biométhanisation Naturgas Kielen. En effet, un projet de centrale à biogaz serait pour l'activiste palestinien un projet faisant sens autant au niveau environnementale qu'au niveau politique.

Rencontre avec des enseignants en biologie du lycée Michel Lucius dans le cadre de la semaine de la durabilité pour parler de protection environnementale, de la lutte pour la défense d'espèces en danger dans un environnement hostile.



Dénonciation du nouveau Consensus européen pour le développement par quatre ONG luxembourgeoises

Le 7 juin, l'Union européenne a signé le nouveau Consensus européen pour le développement – un texte qui définit le cadre du travail des Etats membres dans ce domaine jusqu'à 2030. A cette occasion, quatre ONG luxembourgeoises ont dénoncé l'instrumentalisation de l'aide publique au développement (APD) en conditionnant son octroi à des objectifs migratoires, sécuritaires et économiques. En même temps, elles ont reconnu les efforts du Luxembourg de préserver l'objectif premier de l'APD, la lutte contre la pauvreté. Ci-dessous le texte de la position d'Action Solidarité Tiers Monde, Caritas, Frères des Hommes et SOS Faim.

« Le texte du Consensus européen pour le développement de l'UE - Our World, Our Dignity, Our Future - a été révisé pour intégrer l'Agenda 2030 et ses objectifs de développement durable et sera signé aujourd'hui à l'occasion des Journées européennes du développement. Ce texte se veut être un document de stratégie important qui dirigera la politique de développement de l'UE et de ses Etats membres pour les années à venir.

Néanmoins, le texte ne relève pas d'une approche stratégique et de l'esprit de transformation, qui est à la base de l'Agenda 2030, mais place la politique de développement clairement dans le contexte des préoccupations actuelles de l'UE en matière de sécurité et de migration.

Les quatre ONGD estiment qu'en utilisant l'aide publique au développement (APD) comme un instrument pour lutter contre les migrations, l'UE est en train de s'éloigner de son objectif premier: la lutte pour un monde plus juste. Elles craignent notamment que l'APD soit utilisée pour réduire la migration vers l'Europe, aux dépens des actions qui visent à promouvoir le bien-être et réduire les inégalités dans le monde.

Les ONGD se félicitent certes que

l'engagement des Etats membres de financer l'aide publique au développement (APD) en y consacrant 0,7% de leur RNB est encore confirmé mais regrettent que la formulation actuelle laisse la porte ouverte à la poursuite d'objectifs qui ne servent plus le développement. Elles déplorent que seulement quatre des 28 Etats membres réalisent cet objectif alors qu'en 2005, sous Présidence luxembourgeoise, le Conseil Européen avait pris l'engagement politique clair et net d'y arriver dès 2015.

Les ONGD sont également préoccupées par la promotion de l'investissement privé comme un levier de développement. Le nouveau consensus encourage l'utilisation des budgets de la coopération pour attirer des financements privés, sans avoir au préalable renforcé les clauses de sauvegarde qui permettraient d'éviter les dérives. Ainsi, le rôle du secteur privé ne semble pas être soumis à la même rigueur de suivi et d'évaluation que les autres acteurs de développement.

Le nouveau texte contient également des éléments positifs, et notamment une reconnaissance de l'importance des petits producteurs et de l'agroécologie pour le développement durable. Ainsi, les futures politiques développées par les Etats membres devraient soutenir la promotion d'une agriculture à petite

échelle et respectueuse de l'environnement dans les pays en développement.

Les ONGD soutiennent les efforts du gouvernement luxembourgeois pour poursuivre sa politique de développement qui retient comme objectif premier la lutte contre la pauvreté avec un engagement financier de 1% du RNB. Elles reconnaissent aussi son engagement pour préserver ces objectifs au sein de l'UE. »

Action Solidarité Tiers Monde, Caritas, Frères des Hommes et SOS Faim

Nouveau financement pour faire face aux changements climatiques

Au mois de mai, le Ministère du développement durable a présenté un nouveau partenariat conclu avec les ONG afin de lutter contre les changements climatiques. Il s'inscrit dans l'engagement pris au niveau international d'un financement de la lutte contre les changements climatiques, actionné par les Fonds Kyoto et confirmé par la COP 21 de Paris. Ainsi, au Luxembourg, c'est une enveloppe de 2 millions d'euros qui est dédiée à ce financement pour l'année 2017. A partir de 2018, elle sera de 3 millions d'euros par an. Des ONG luxembourgeoises sont partenaires du gouvernement (Ministère du Développement durable et des Infrastructures – MDDI) dans la réalisation de cet appui aux Pays Moins Avancés qui sont le plus souvent les plus exposés aux conséquences du changement climatique. Les premières conventions de financement ont été signées entre les parties en juillet 2017 et l'ONG burkinabé Association de Recherches et de Formation en Agro-écologie (ARFA), un partenaire de l'ASTM, est l'un des premiers bénéficiaires de ce financement. Il s'agit de fonds additionnels à l'aide au développement luxembourgeoise dont l'accès est tout de même soumis à des critères assez strictes. En tout, entre 2014 et 2020, le Grand Duché de Luxembourg aura consacré 120 millions d'euros au financement des mesures de protection du climat dans les pays en développement.



Photo: EDITPRESS/Fabrizio Pizzolante

Participation de l'ASTM à la campagne Fairpolitics du Cercle des ONG



Photo: noluck (Flickr) 1998

Fair Politics est une campagne de plaidoyer menée par le Cercle des ONG et ses membres qui appelle les décideurs luxembourgeois à prendre en compte l'impact de leurs politiques sur les populations des pays en développement dans toutes leurs décisions politiques et pas uniquement dans les politiques de coopération au développement et environnementale. Comme toujours, l'ASTM participe à la nouvelle édition avec des articles sur plusieurs thématiques élaborés par son groupe politique et en collaboration avec d'autres ONG. Migrations climatiques, culture et développement, justice fiscale, impunité des multinationales...l'ASTM propose diverses pistes d'action afin que le Luxembourg contribue à la réalisation d'un monde plus durable, solidaire et équitable. La campagne sera lancée cet automne. Plus d'informations sur: www.fairpolitics.lu

Prochainement

Fair Politics

Toutes les perspectives nécessaires pour vous
permettre d'y voir plus clair en matière de cohérence
des politiques pour le développement



EXEMPLES CONCRETS



EVALUATIONS



RECOMMANDATIONS

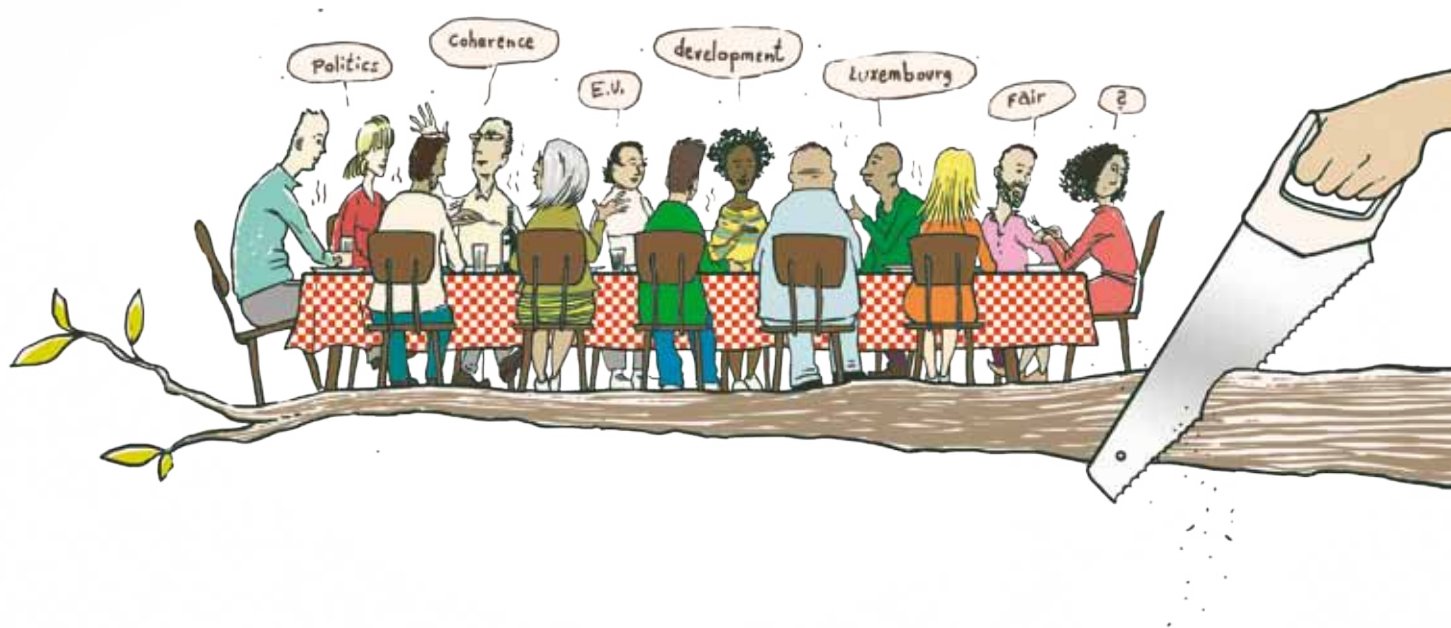


ILLUSTRATION : BAKFORM

Le baromètre Fair Politics 2017 relève des exemples d'incohérences de politiques pour le développement et conscientise à la fois les décideurs politiques et les citoyens.

WWW.FAIRPOLITICS.LU



... affaire à suivre...